

DIPLOMATIE

Les visites de MM. Vance et Sadate à Paris

(Suite de la première page.)

L'avenir dira si cet optimisme, au demeurant très relatif, est justifié. Mais, de part et d'autre, une certaine escalade verbale est à noter dans les rapports entre Moscou et Washington. Le ministre soviétique des Affaires étrangères a déclaré que, dans la mesure où les Américains reviennent sur l'accord de Vladivostok, les Soviétiques avaient le droit d'en faire autant en soulignant de nouveau le problème des systèmes américains dits « avancés » : avions porteurs de bombes nucléaires stationnés en Europe, points d'appui des sous-marins stratégiques américains en Grande-Bretagne et en Espagne.

De fait, M. Brejnev avait fait

une concession en acceptant de laisser entre parenthèses cette vieille question (tout comme celle des forces nucléaires françaises et britanniques) dans son entente avec M. Ford. Il avait accepté la notion de plate-forme équilibrée avec Washington pour les seuls systèmes dits « centraux » (basés en Amérique ou en U.R.S.S.), sans chercher à compenser par un avantage spécial la puissance que les Américains tirent de leur système « avancé » (en Europe). S'il revenait sur cette concession, toute la négociation SALT serait à reprendre là où on l'avait laissée, non pas à Vladivostok il y a deux ans et demi, mais beaucoup plus tôt, au lendemain des premiers accords de 1972.

C'est ce qu'a constaté M. Bre-

zinski, lorsqu'il a affirmé qu'une telle attitude des Soviétiques « changerait l'ensemble des conversations ». Mais le conseiller du président a aussitôt contré cette menace en affirmant qu'une discussion sur les systèmes avancés conduirait « nécessairement » les Etats-Unis à soulever à leur tour le problème des missiles soviétiques de portée intermédiaire et moyenne qui visent l'Europe occidentale à partir des régions occidentales de l'U.R.S.S. Washington a en effet toujours considéré que le déploiement américain d'armes nucléaires tactiques en Europe vise essentiellement à protéger les alliés des Etats-Unis, exposés aux tirs de ces missiles et à la pression de l'armée rouge en Europe.

Les Soviétiques répondent, eux, que leurs engins intermédiaires et moyens ne peuvent atteindre les Etats-Unis, donc ne sont pas « stratégiques », alors que certains vecteurs des systèmes américains avancés peuvent frapper l'U.R.S.S., ce qui justifie leur inclusion au chapitre des SALT. En fait, une raison essentielle du refus américain d'en parler était la crainte de déclencher des réactions hostiles chez les Européens et de provoquer des dissensions entre alliés. Il est probable que M. Vance a rassuré ses interlocuteurs sur ce point à Bonn, à Bruxelles, à Londres et à Paris.

Le secrétaire d'Etat américain devait aussi évoquer avec le président français les problèmes du Proche-Orient, seul point sur

lequel les positions soviétiques et américaines se sont plutôt rapprochées, grâce à une évolution de M. Brejnev dans le sens de la modération. M. Sadate compte évidemment surtout sur les Américains pour faire « bouger » Israël, mais il attribue un rôle spécial à la France, dont il rend compte le président pour la quatrième fois en un peu plus de deux ans. Le tout récent voyage de M. de Guiringaud en Israël devrait lui permettre de recueillir de ses interlocuteurs français des précisions sur le point de vue de Jérusalem.

La « normalisation » des relations franco-israéliennes ne devrait pas soulever d'objection au Caire, mais M. Sadate cherchera sans doute à en savoir plus sur

l'attitude de Paris à l'égard des Palestiniens. A l'issue de la visite de M. Guiringaud, M. Allon, son homologue israélien, a affirmé sans être démenti, que la France n'insistait plus pour la création d'un « Etat » palestinien. Le terme de « patrie » employé par le gouvernement français, a indiqué M. de Guiringaud, n'implique pas « forcément » la création d'un Etat indépendant. A vrai dire, Paris tient compte du fait que l'idée d'une fédération palestinienne-jordanienne est revenue dans certains milieux arabes, mais il est encore bien tôt pour dire si cette concession au point de vue israélien recueillera l'aval de suffisamment d'intéressés pour être « crédible ».

M. T.

Les responsables de Washington tentent d'atténuer l'effet de l'échec des entretiens de Moscou

Washington. — En dépit des réminiscences de M. Gromyko, les milieux officiels affichent un optimisme relatif quant aux perspectives de la négociation nucléaire avec l'Union soviétique. Certes, les aigres propos du ministre soviétique ont surpris, déconcerté, et même irrité. On ne s'attendait pas que M. Gromyko prenne l'initiative d'une telle diatribe, immédiatement après ses entretiens « cordiaux » avec le secrétaire d'Etat, M. Vance. Mais, en privé, un certain nombre de diplomates professionnels du département d'Etat concèdent que par ses déclarations publiques, faites avant même l'ouverture des entretiens Vance-Gromyko, le président Carter a provoqué, peut-être sans s'en rendre compte, une vigoureuse riposte négative des Soviétiques, prompts à voir dans les propos présidentiels une opération de propagande visant à les placer sur la défensive.

Certains, au département d'Etat, rappellent que du temps de M. Kissinger l'ambassade américaine à Moscou transmettait à l'avance aux Soviétiques les propositions américaines afin de leur donner le temps de les étudier. Dans l'immédiat, les responsables cherchent surtout à éviter de prolonger ou d'entretenir une polémique avec Moscou sur des propositions dont on ne cesse de répéter qu'elles sont « raisonnables » et « équitables ». M. Brezinski, conseiller présidentiel pour les affaires de sécurité et principal architecte de la politique étrangère, consentait que ce premier coup d'essai n'est pas le coup de maître escompté, a convoqué, vendredi

De notre correspondant

1^{er} avril, les journalistes pour réaffirmer la bonne foi et la bonne volonté du gouvernement américain, lequel, selon lui, a proposé, pour la première fois depuis le début des négociations SALT, le programme le plus sincèrement orienté vers le désarmement. A-t-il dit, cherchera à déterminer « ce qui précède » les Soviétiques, dont on n'attendait pas qu'ils acceptent d'emblée un programme aussi ambitieux. Le ton de M. Brezinski était détendu et conciliant. Les Russes, a-t-il dit, ont indiqué « par de petites gestes » que la négociation continuait. « La polémique n'a pas été méchante... » Quant aux propos « acerbes » de M. Gromyko, ils reflètent, selon le conseiller du président, l'esprit défensif des Russes, qui se sont toujours posés en champions du désarmement.

M. Brezinski a cité le précédent des années 60, lorsque les Soviétiques, après avoir rejeté toutes limitations sur les systèmes nucléaires, avaient fini par l'accepter. Bref, dans l'optique officielle, ni la négociation nucléaire ni, d'une manière plus générale, la détente ne sont compromises par le « nîet » soviétique. Au Pentagone, les réactions sont plus « musclées ». Pour les éléments « durs », le refus de Moscou confirme que les Soviétiques ne veulent pas vraiment négocier, puisqu'ils ont rattrapé, sinon dépassé, les Américains dans le domaine nucléaire.

Cependant, le secrétaire à la défense, faisant écho au président Carter, a indiqué que le Pentagone devrait réviser ses plans en cas d'échec des négociations. Il envisagerait de dépenser 2 milliards de dollars supplémentaires pour le développement des engins mobiles MX, du bombardier B-1, du sous-marin Trident, et pour accélérer le programme de missiles de croisière.

Au Congrès, les propos de M. Gromyko ont eu pour résultat de renforcer la position du président. Même ceux qui lui reprochent d'avoir poussé trop loin l'affaire des droits de l'homme (certains déploient notamment qu'il ait augmenté à la veille de la négociation, les crédits destinés aux stations diffusant des programmes de destination de l'Est) soutiennent le président au moment où les Russes, disent-ils, veulent délibérément le « mettre à l'épreuve ». La réaction des leaders républicains a été modérée, sauf celle de M. Rhodes, chef de la minorité républicaine à la Chambre, qui a violemment accusé M. Carter de sacrifier le fond au style et d'ignorer les subtilités des affaires étrangères. Plus discrètement, le *Christian Science Monitor* exprime une opinion voisine en considérant que la tendance du président à négocier en public est déconcertante et qu'elle a, « dans cette circonstance, affecté le résultat des négociations ».

Quant au *Wall Street Journal*, il invite le président à tenir bon et le félicite d'avoir « tiré la leçon des erreurs de son prédécesseur ».

HENRI PIERRE.

Le développement de la coopération culturelle franco-égyptienne

Près de cinquante mille élèves francophones dans les établissements scolaires

Le Caire. — Il y a quelques années, le français avait tendance, en Egypte, à n'être plus que la langue des sections du Caire et d'Alexandrie. Le temps n'était plus où il occupait la place de première langue étrangère, où Egyptiens et Britanniques négociaient dans le langage du Quid d'Orsay, où Michel Butor enseignait en Haute-Egypte (1).

Sans songer à revir les positions conquises par l'anglais dans l'économie ou dans l'armée, la France a fait, depuis 1970, ses relations politiques de nouvelles bonnes avec Le Caire. L'effort a été particulièrement important en Egypte, où le français est pratiquement la langue officielle. Le terrain est favorable, les effets ne se sont pas fait attendre. Une enquête menée récemment dans les milieux étudiants caennais montre que le français est perçu de nouveau par beaucoup comme « la langue de culture par excellence ». Le Parlement du Caire s'est inquiété pour sa part du nombre insuffisant de professeurs égyptiens de français.

Jusqu'à l'an passé, l'effort culturel français portait essentiellement sur Le Caire et Alexandrie. Depuis 1977, à la demande des universités de province, la diffusion de la culture française n'est plus le privilège des seuls capitales. Un enseignant français a été nommé dans la plupart des villes

De notre correspondant

universitaires de l'intérieur du pays, afin d'organiser la formation ou le recyclage des maîtres égyptiens de français et d'être au moins local le « dévoué culturel » de la France. En marge des universités de province, où il y a toujours un ou deux clubs de français, se créent avec les encouragements des autorités régionales.

Sept lycées franco-égyptiens

Des Semaines culturelles françaises, qui ont porté draine des toiles nombreuses, viennent d'être organisées à Assouan, Louxor, Tanta et Mansourah, ces deux dernières villes situées dans le delta du Nil ayant chacune plus d'un demi-million d'habitants. Des manifestations de même ordre se préparent à Ikingia, Port-Saïd, Minieh et Assiout. Avant même son inauguration officielle, le nouveau centre culturel français d'Héliopolis, ville jumelle du Caire, où vivent plus d'un million de personnes, a eu un millier d'inscrits pour son cours de français.

A Port-Saïd, le lycée franco-égyptien, ouvert en 1975, accueille déjà cinq cents élèves, tandis que le nouvel établissement du même type inauguré cette année à Guizah, autre cité jumelle du Caire, a eu d'emblée six cents inscrits. Les sept lycées franco-égyptiens que compte désormais le pays ont près de sept mille élèves. Quarante mille autres enfants reçoivent aussi jusqu'au baccalauréat un enseignement bilingue français-arabe d'excellente qualité dispensé par des institutions religieuses. Celles-ci fonctionnent sous la bannière du Saint-Siège depuis la période de Nasser, mais elles reçoivent toujours une aide française, récemment accrue, sous forme de détachement de professeurs et d'envoi de matériel pédagogique. Contraire-

ment à l'Irak, l'Algérie et la Syrie (ce dernier pays est revenu sur sa décision), l'Egypte n'a jamais nationalisé les écoles chrétiennes, qui, dans la plupart des Etats arabes, restent, au niveau scolaire, le principal dispensateur de la culture française.

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, des projets d'école de commerce, à Port-Saïd, et d'institut de recherches électroniques, tous deux selon des schémas français, sont très récemment dans le sillage de l'institut égyptien du pétrole, nouvellement installé à grands frais dans la banlieue caennaise aux concours des Français.

La coopération théâtrale inaugurée l'an passé avec Phédre, de Racine, en arabe, qui fut au Caire le succès théâtral inattendu de la saison (quatre mois de représentations à guichets fermés, des cars amenant des spectateurs de province), n'est pour suivre cette année par la présentation, également avec succès, en France, puis en Egypte de la *Danse du mort*, de Strindberg, adaptée par Marguerite Duras. Interprétée par deux grands comédiens égyptiens, Samia Gamil et Gamil Ratob, et mise en scène par Jean-Pierre Laro, directeur du Centre dramatique national du Limousin. Les mêmes acteurs, qui parlent parfaitement bilingue, ont présenté maintenant la *Danse du mort* en arabe, au Caire, dans un décor du Français Michel Maresgille.

Très curieux de pièces étrangères, le public et les journaux égyptiens apprécient cette « touche française » sur leur théâtre. En dehors de venir au prochain Festival mondial de Nancy un groupe de paysans du delta du Nil qui, envers et contre tout, ont monté dans leur bourg un spectacle, d'une rare vigueur politique et artistique, ayant pour thème leur vie quotidienne.

J.-P. FERONCEL-HUGOZ.

(1) Michel Butor étudiait son séjour à Héliopolis la Gaieté du Roi. Grasset, 1955.

PROCHE-ORIENT

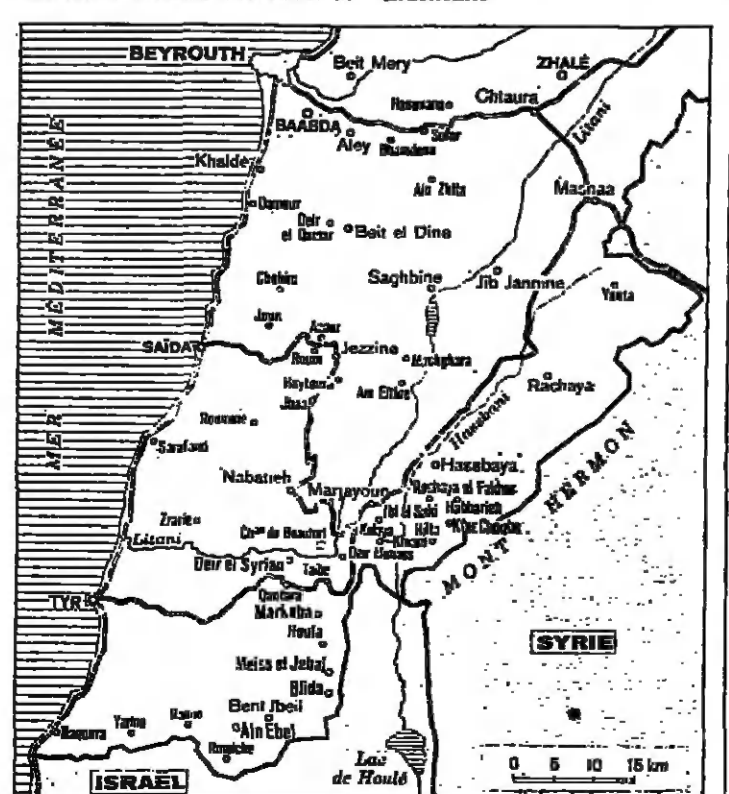
Liban

Les forces conservatrices occupent quatre autres localités dans le Sud

Beirut (A.F.P.). — Quatre autres villages frontaliers du Sud-Liban : Markaba, Meis-el-Jabal, Bida et Deir-el-Syrian, sont tombés aux mains des forces libanaises (conservatrices), ce qui accentue la menace qui pèse sur les positions tenues dans cette région par les forces palestino-progressistes, apprend-on de source conservatrice.

Après la chute, jeudi, du village de Taib, les forces palestiniennes et progressistes libanaises se trouvent confinées sur une zone frontalière d'une dizaine de kilomètres environ, s'étendant du

village de Houla, jusqu'à l'extrême sud, au gros bourg de Bent-Jbel. Les miliciens conservateurs se trouvent à proximité immédiate du dispositif adverse. Le village de Markaba, qu'ils ont annoncé avoir pris, se trouve en effet à la sortie de Houla, et Bent-Jbel est menacé par le village tout proche d'Alm-Zbel, à l'ouest. La chute de Bent-Jbel serait décisive, car plus rien ne s'opposerait alors à la prise des dernières positions secondaires que les forces palestino-progressistes tiennent encore car et là, à proximité d'une frontière libano-israélienne.



Egypte

Le limogeage du rédacteur en chef d'une revue de gauche suscite des remous au Caire

De notre correspondant

Le Caire. — La revue mensuelle « Al Talla » (l'Avant-Garde), qui, depuis douze ans, permettait à un certain nombre d'intellectuels égyptiens, en dépit de maintes vicissitudes allant jusqu'à l'emprisonnement, de défendre les thèses du marxisme classique, a cessé d'exister sous cette formule à partir de ce samedi 2 avril.

Publiée depuis son premier numéro, en janvier 1965, sous l'égide du quotidien officiel *Al Talla*, la revue avait toujours été, malgré cette tutelle, d'une bonne marge d'indépendance. En février, M. Youssef El Sebal, ancien ministre, président du conseil d'administration d'Al Talla, fit mine de vouloir exercer un contrôle plus étroit sur la revue. Son rédacteur en chef et fondateur, le journaliste Lotfi El Kholi, membre du comité direc-

teur du parti de gauche le Rassemblement progressiste et unioniste, suspendit sa collaboration à la revue en guise de protestation. M. El Sebal, membre influent de la formation majoritaire, le parti socialiste d'Egypte, fit alors savoir qu'il considérait M. El Kholi comme « démissionnaire », puis comme « gréviste », et il nomma un nouveau rédacteur en chef à Al Talla.

Celui-ci, M. Salah Galal, chef de la rubrique scientifique d'Al Talla et réputé proche des milieux islamiques intégristes, annonça son intention de faire d'Al Talla un magazine de vulgarisation pour la jeunesse et les femmes, alors que l'ancienne formule était celle d'une austère revue d'études engagée sur le plan politique et social. Tous les rédacteurs d'Al Talla ont alors, eux aussi, suspendu leur collaboration à la publication.

Cette affaire suscite des remous au Caire. Le secrétaire du Front parlementaire d'indépendance, le député Mahmoud El Qadi, a obtenu l'inscription à l'Assemblée d'un débat sur Al Talla et sur la liberté de la presse qu'implique le pluralisme politique restauré : cent cinquante-sept intellectuels, dont cinquante-dix professeurs d'université, ont adressé des pétitions au Raïs en faveur d'Al Talla, dont le sort, à en croire M. El Sebal lui-même, aurait été jusqu'au président Boumedienne d'Algérie. Le doyen des écrivains arabes, M. Tewfik El Hakim, a proposé — et M. El Kholi a accepté — que Al Talla revienne à sa formule ancienne, avec un droit de réponse automatique pour les personnalités gouvernementales en cause. — J.-P. P.-H.

Israël

M^{re} FELICIA LANGER NE POURRA PLUS PLAIDER DEVANT LES TRIBUNAUX MILITAIRES

Tel-Aviv (A.F.P.). — M^{re} Felicia Langer, avocate israélienne, ne pourra plus désormais plaider devant un tribunal militaire. La décision a été prise par une commission ad hoc composée de cinq personnes et dont fait partie le conseiller juridique du gouvernement, le professeur Aharon Barak. Les motifs invoqués pour cette mesure d'exception sont, selon la radio israélienne, les sympathies existant entre M^{re} Langer et l'O.L.P. et les contacts qu'elle entretient avec cette organisation. De ce fait, a estimé la commission, M^{re} Langer ne saurait avoir connaissance de certains secrets militaires évoqués au cours de procédures plaidées devant les tribunaux militaires.

LE SÉJOUR DE M. SADATE A BONN

La République fédérale renforce son aide à l'Egypte

De notre correspondant

Bonn. — Le président égyptien Sadate a quitté la capitale fédérale allemande, ce samedi 2 avril, après une visite officielle de deux jours, en emportant la promesse d'une aide économique accrue. Alors que la R.F.A. avait déjà accordé à l'Egypte 610 millions de deutschemarks de crédits au cours des trois dernières années, elle a promis une nouvelle aide en capital de 250 millions de deutschemarks, et une aide technique de 18 millions pour cette année.

Au cours d'une conférence de presse, M. Sadate a remercié son ami Schmidt pour l'assistance et la compréhension du gouvernement fédéral, qui a mis à sa disposition comme conseiller spécial M. Alois Möller, social-démocrate et ancien ministre des finances. Cependant l'idée d'un « Plan Marshall » pour l'Egypte, lancée par M. Sadate, n'a pas trouvé un écho très favorable auprès des dirigeants ouest-allemands.

Le chancelier Schmidt a indiqué que « 1977 offrira les meilleures chances pour la paix au Proche-Orient ». La reprise de la conférence de Genève, à laquelle les Palestiniens doivent participer « sous une forme ou sous une autre », a précisé M. Schmidt, constitue la meilleure façon de rechercher une solution durable au conflit israélo-arabe. La R.F.A. et l'Europe sont prêtes à prendre des « mesures d'accompagnement » pour faciliter la paix. Cependant M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, qui rentre d'un voyage à Jérusalem, a estimé que la reconnaissance par les pays arabes

de l'existence de l'Etat d'Israël restait une des conditions d'un règlement. Le président égyptien a répondu que les Arabes avaient le droit de ne pas en acceptant de négocier avec les Israéliens. M. Sadate a, d'autre part, lancé une mise en garde contre la « subversion communiste » en Afrique, au Proche-Orient et dans tout le bassin méditerranéen. « La Méditerranée doit rester une mer de paix. Malheureusement certains — je pense à Kadhafi — favorisent les visées de l'Union soviétique », a-t-il dit.

DANIEL VERNET.

● M. Duck Woo Nam, vice-premier ministre et ministre du plan de la Corée du Sud, en visite officielle en France, a été reçu à déjeuner, vendredi 1^{er} avril, par M. Barre. Un communiqué, publié à l'issue du séjour de M. Duck Woo Nam, souligne la « volonté commune » de développer les échanges commerciaux et la coopération industrielle.

● La « table ronde » d'Accra sur Djibouti a finalement abouti vendredi soir 1^{er} avril, à un accord de principe sur la constitution d'un Front patriotique uni du peuple de Djibouti et à la création d'un comité de coordination chargé de préparer l'accession à l'indépendance. Les partis politiques et mouvements de libération du territoire n'ont toutefois pas surmonté leurs divergences. « Le texte final fait état d'un désaccord entre les personnes quant à la tenue des élections générales le jour du référendum ». — (A.F.P.)

هكمان النفل

EUROPE

Réussir l'élargissement de l'Europe

(Suite de la première page.)

Mais du moins, et paradoxalement, la Communauté possède une existence mieux affirmée aux yeux du reste du monde que dans la vie de ses propres citoyens. Elle pèse de son poids de plus grand marché d'importation dans les négociations commerciales, elle a réussi à parler d'une seule voix à la conférence d'Oslo, mais cette voix reste largement muette dans le dialogue Nord-Sud. Elle a construit à Lomé, avec quarante-six pays en développement, des relations originales et généreuses, elle s'est rapprochée des pays riverains de la Méditerranée, même si, comme les Israéliens et les Arabes, ils appartiennent à des camps opposés. Surtout elle a offert un espoir à trois pays échappés à la dictature : la perspective de prendre appui sur elle a sans doute contribué à leur éviter le chaos.

Ce fait essentiel impose un devoir à la Communauté. Elle ne peut laisser les deux pays demandeurs, bientôt un troisième, à l'abandon.

Or les difficultés sont immenses. Le degré d'industrialisation des trois pays est très inférieur : elle commence pour la Grèce, à peine pour le Portugal ; il y a, au contraire, une industrie forte et moderne en Espagne. Les agricultures sont très en retard pour ce qui fait la force actuelle de la Communauté, c'est-à-dire les céréales et les produits animaux ; elles sont, au contraire, redoutables pour le vin, les fruits et légumes. Et au surplus, l'entrée de ces pays dans la Communauté risque de vider de leur contenu les préférences accordées à d'autres riverains de la Méditerranée dans les accords d'association : ainsi les agrumes ou les fruits tropicaux, si l'on pense non seulement aux pays du continent, mais aux îles de l'Atlantique rattachées à l'Espagne ou au Portugal.

Si l'on attend que toutes les contradictions soient surmontées, on passera à côté des impératifs de l'histoire. Il faut donc trouver une formule qui concilie l'exigence politique et les obstacles économiques, qui permette de recueillir rapidement des pays à qui l'Europe est nécessaire, sans risquer de buter par la suite sur des difficultés insurmontables ou même largement imprévisibles.

Il y a un issue. Il suffit d'interpréter l'expérience menée à propos de l'entrée dans la Communauté de la Grande-Bretagne, du

Danemark et de l'Irlande. L'erreur avait été de fixer une période de transition calculée en années, c'est-à-dire de prendre le pari qu'au bout de délais pré-déterminés la Grande-Bretagne pourrait par exemple absorber les prix agricoles dans son coût de la vie, ou participer pleinement aux financements communautaires. Le traité de Rome avait introduit des procédures plus flexibles : c'est au vu des résultats obtenus en fin de première étape que se décidait le passage à la seconde.

Une batterie de critères

Ce serait tirer des leçons d'un premier élargissement, et qui s'est révélé difficile, ce serait aussi revenir à l'esprit plus imaginaire et plus pragmatique des traités que de reconstruire, cette fois, à une autre méthode, l'entrée de nouveaux pays n'aurait pas été retardée. Mais on aurait dressé une batterie de critères dont dépendraient à la fois leur participation pleine à certains des mécanismes, des règles ou des politiques de la Communauté, et, corrélativement, aux prises de décisions correspondantes.

Si cette idée fondamentale est retenue, il n'est pas trop difficile d'en imaginer la mise en œuvre. Ainsi les désarmements douaniers pourraient être conditionnés par la réduction des déficits extérieurs ou des taux d'inflation. La libre circulation des produits de la terre dépendrait du niveau et de l'évolution des salaires agricoles. Les contributions aux financements communautaires s'élèveraient avec le niveau du revenu par tête. La libre circulation des agrumes ou des produits tropicaux serait subordonnée à des accords de réchange pour le développement des pays méditerranéens associés. Le corollaire logique serait que dans le Conseil européen ou dans le conseil des ministres, les représentants des nouveaux adhérents s'abstiendraient dans les décisions concernant des domaines où ils n'ont pas pleinement part au jeu.

L'idée est de bon sens, et peut-être aurait-on dû y songer déjà lors de l'élargissement précédent : tant qu'un pays n'applique pas pleinement le tarif extérieur commun, il doit rester à l'écart des décisions de la politique commerciale commune. On l'aurait donc à nouveau, suivant l'inspiration même qui avait fait les succès initiaux de la construction européenne, les institutions et les missions, les procédures et le fond des choses.

Comme on le voit, un principe unique pourrait être retenu pour les deux candidats d'aujourd'hui et pour celui, éventuel, de demain. Mais, de même qu'une loi physique couvre tous les cas concrets en fonction des valeurs de fait que prennent les paramètres, la constatation que certaines conditions sont satisfaites varierait dans le temps suivant les pays en cause. Nul ne prétendrait prédire à l'avance s'il faudrait deux ans ou dix ans pour que l'un ou l'autre rejoigne tel niveau de revenu, réduits de tant de points son taux d'inflation ou ramène son déficit extérieur à tel pourcentage de sa balance des paiements. On ne serait pas pris par surprise. On se fonderait, chaque fois, sur des constats. La Communauté élargie ajusterait progressivement ses mécanismes et ses procédures à l'accomplissement des conditions qui lui permettraient de préserver son fonctionnement à travers l'élargissement.

Il y a la direction prédictible et neutre pour des négociations qui ne peuvent être refusées. Elle apporterait aux régimes fragiles le soutien qu'on ne pourrait prendre le risque historique de leur refuser. Et pourtant elle préserverait la Communauté des à-coups. Les décalages qui pourraient se produire dans la participation de nouveaux candidats, si est probable que le gouvernement aurait le soutien qu'on ne pourrait prendre le risque historique de leur refuser. Et pourtant elle préserverait la Communauté des à-coups. Les décalages qui pourraient se produire dans la participation de nouveaux candidats, si est probable que le gouvernement aurait le soutien qu'on ne pourrait prendre le risque historique de leur refuser. Et pourtant elle préserverait la Communauté des à-coups.

PIERRE URL

Suède

Soupons de préparer l'enlèvement d'un ancien ministre

DES TERRORISTES ONT ÉTÉ ARRÊTÉS À STOCKHOLM

(De notre correspondant.)

Stockholm. — Le gouvernement suédois a annoncé vendredi 1^{er} avril qu'une trentaine de personnes ont été arrêtées par la police suédoise à Stockholm et dans la province de Gothenburg. Elles étaient soupçonnées de préparer une action terroriste en Suède.

Il semble que Norbert Kärcher, membre du « Mouvement 2 juin » appartenant au groupe « Manfred Meibach », généralement considéré comme l'un des rivaux du mouvement de Berlin-Ouest, M. Peter Lorenz, en 1974, ait été arrêté, ainsi qu'un autre terroriste allemand, Manfred Adomiet. Les autres membres du commando seraient d'origine sud-américaine et autrichienne. La police a saisi à leurs domiciles de nombreuses armes, des charges de pistolet, des masques à gaz, un équipement radio ainsi qu'une importante somme d'argent.

Selon les autorités suédoises, les terroristes projetaient d'enlever Miss Anna Gréta Lofgren, ancienne ministre social-démocrate qui, après l'occupation de l'ambassade d'Allemagne fédérale à Stockholm, en avril 1975, avait été détentée d'extrême gauche par les membres du commando Holger Meinhart, Sigfried Henze.

Le gouvernement suédois, qui a séjourné en conseil extraordinaire en raison de la situation, se réunit de nouveau au cours de la semaine dernière. Il est probable que les deux membres allemands du groupe qui ont l'objet d'un mandat d'arrêt international seront rapidement expulsés de Suède, une fois achevées les démarches d'identification, en collaboration avec la police suédoise. — A.D.

Espagne

Démantelant la principale institution franquiste
Le gouvernement supprime le secrétariat national du Mouvement

Madrid (A.F.P.). — L'une des plus importantes institutions franquistes, le secrétariat général du Mouvement, le parti unique, a été abolie, vendredi 1^{er} avril, par le conseil des ministres, qui a, en même temps, décidé d'éliger sensiblement la censure qui pesait encore sur la presse espagnole.

Dans un communiqué officiel, le gouvernement, après avoir reconnu « les éminents services rendus pendant une longue période par le Mouvement à l'Etat espagnol », a annoncé la suppression du secrétariat général de cette organisation et donc, par extension, l'annulation du ministère qu'occupait de droit son secrétaire général. Ce portefeuille dans le gouvernement actuel était détenu par M. Ignacio Garcia Lopez. Cette disposition, précise le texte officiel, « est justifiée par le processus politique qui se déroule dans le pays depuis l'approbation par le peuple de la loi de réforme politique... qui implique un pluralisme politique et idéologique ».

Suppression de l'article 2 de la loi sur la presse

Le ministre, secrétaire du Mouvement, avait pour attributions tous les problèmes concernant le sport, la jeunesse et la famille. Le conseil des ministres a précisé que des différentes questions se sont désormais réglées par un sous-secrétariat d'Etat créé à cet effet.

Le gouvernement a, d'autre part, annoncé que toute la presse du Mouvement, organe officiel du franquisme pendant quarante ans, serait à l'avenir contrôlée par le ministère de l'Information et que des mesures vont être prises pour « transférer le patrimoine du Mouvement aux finances publiques ». La presse du Mouvement, composée d'une quarantaine de journaux et de plusieurs dizaines de stations de radio dans toutes les provinces d'Espagne. A Madrid, le parti

unique diffusait le quotidien *Arriba* et possédait la station de radio « La voix de l'Espagne ».

Au cours du même conseil des ministres, le gouvernement a supprimé l'article 2 de la loi sur la presse, adopté le 18 mars 1968 à l'initiative du ministre de l'Information de l'époque, M. Manuel Fraga Iribarne. Ce texte imposait aux journalistes espagnols l'« obéissance aux principes du Mouvement et le respect des institutions dans leur critique de l'action politique ».

Le gouvernement a également décidé de passer outre au refus du tribunal suprême d'accepter la nomination à la tête de sa quatrième chambre, de M. Beccari, un magistrat réputé libéral. Le tribunal suprême, à qui avait été confié le soin d'examiner la demande de légalisation du parti communiste, s'est déclaré incompétent et a renvoyé le dossier au gouvernement dans un verdict de cinq pages qui, selon l'agence Europa Press, devrait être connu ce samedi 2 avril.

Dans son numéro du 1^{er} avril, le quotidien *País* estime que « la non-légalisation du parti communiste pourrait conduire l'ensemble de l'opposition, y compris les partis catholiques, à appeler les électeurs à s'abstenir lors des prochaines élections législatives ».

Une centaine de personnes ont été arrêtées vendredi 1^{er} avril, à Barcelone, à la suite de heurts qui ont opposé les forces de l'ordre à des grévistes du bâtiment, au moment où la police dispersait une manifestation d'environ vingt-cinq mille personnes, indiquant qu'il s'agit de source proche des commissions ouvrières. Environ cent trente mille ouvriers du bâtiment ont fait grève vendredi, pour demander la satisfaction de revendications salariales, précisait-on de même source. Un porte-parole des syndicats officiels a, pour sa part, estimé le nombre des grévistes à soixante-deux mille. — (A.F.P.)

ASIE

Laos

La lutte contre les guérillas est au premier plan des préoccupations du régime

De notre correspondant

Un neveu de l'ancien roi Savang Vatthana, le prince Manivong Sihalermak, s'est réfugié en Thaïlande, le jeudi 31 mars, avec cinq membres de sa famille, rapporte l'A.F.P. Sept membres du personnel de Radio-Vientiane ont également fui le Laos en traversant le Mékong, mercredi. Ces départs témoignent de la dégradation de la situation dans un pays où les guérillas se sont réinstallées.

Bangkok. — La récente arrestation du roi Savang Vatthana et de plusieurs membres de la famille royale laotienne déçue en décembre 1975, ainsi que la défection de plusieurs hauts fonctionnaires, dont l'ambassadeur à Paris, ont à nouveau attiré l'attention sur le Laos, de plus en plus coupé du monde extérieur. La situation au Laos n'est guère brillante sur le plan économique et dans le domaine de la sécurité.

Il est périlleux d'observer le nouveau Laos à travers un prisme déformant. Bangkok fourmille de « résistants » mais on suppose, d'agents secrets ou d'observateurs trop bien informés, que la situation au Laos n'est guère brillante sur le plan économique et dans le domaine de la sécurité.

Toutefois, personne de sérieux, let ou non, ne saurait remettre en cause la stabilité du régime communiste. D'abord à cause de la dispersion des guérillas qui le combattent. Ensuite parce qu'aucun des alliés ou voisins socialistes du Laos, même s'ils s'opposent entre eux, ne pourrait accepter une remise en cause de la situation issue de la révolution de 1975. Même si les réfugiés continuent de franchir le Mékong et les opposants d'affronter les soldats Pathet-Lao et les Vietnamiens qui les soutiennent, le socialisme devrait se maintenir dans l'ancien « royaume du million d'éléphants ».

Il est peu probable que l'arrestation du roi, envoyé en « rééducation », crée des remous politiques dans le pays qui avait déjà connu dans le passé une véritable opposition acceptée sans véritable opposition à l'abolition de la monarchie. L'an-

ciens souverain et les membres de sa famille demeurent à Louang Prabang ne cachent pas leur antipathie pour la République ; ils n'avaient jamais accepté de se rendre à Vientiane, où les appelaient les fonctions honorifiques que leur avait attribuées les nouveaux dirigeants. Il est probable que le gouvernement aurait encore toléré cette « bouderie » si certains rebelles n'avaient levé le drapeau de la monarchie et si certains prisonniers capturés après l'attaque contre une localité proche de Louang Prabang (Muang-San) n'avaient avoué que le prince héritier avait ordonné l'opération.

Depuis le début de l'année, les opérations militaires semblent s'être intensifiées au nord de Vientiane. Elles se poursuivent

autour des anciennes bases de l'« armée secrète », formée par la C.I.A. sous le commandement du général Vang Pao, dans les secteurs de Long-Cheng et Sam-Thing, près de la plaine des Jarres. Mais, depuis janvier, les combats ont surtout pris de l'ampleur dans la province de Louang Prabang et dans celle de Sayaboury, limitrophe de la Thaïlande. Les maquisards seraient essentiellement des montagnards, surtout des gens aussi jeunes que les deux membres allemands du groupe qui ont l'objet d'un mandat d'arrêt international seront rapidement expulsés de Suède, une fois achevées les démarches d'identification, en collaboration avec la police suédoise. — A.D.

Le long du Mékong, dans le sud du Laos, où la résistance contre le régime communiste avait com-



menée dès le début de 1976, la situation, au dire des rares personnes qui y ont récemment voyagé, semble beaucoup plus calme. Des opposants se sont ralliés, manquant de nourriture et d'armes, et n'ayant pas reçu le soutien promis.

Cette résistance a mis au premier plan des préoccupations du régime de Vientiane les problèmes de sécurité. De nombreux militaires, que l'on aurait préféré utiliser à des travaux de reconstruction après des années de guerre, se retrouvent à nouveau sur le front ; mais, cette fois-ci, ce sont eux qui doivent réduire une guérilla. Opérations militaires, bombardements et déplacements de population ont repris.

Le gouvernement et le Parti populaire révolutionnaire, dirigés par M. Kaysone Phomvihane, surpris par cette résistance, ont réagi avec une certaine raideur. Le premier ministre, désormais invisible, travaille dans son bunker — construit pour d'autres par les Américains — sans guère avoir de contacts avec la population. Les préoccupations de celle-ci ne lui apparaissent qu'à travers les rapports de fonctionnaires, trop peu nombreux, parfois trop sécs.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que des erreurs soient commises. Par exemple, en novembre dernier, il fut décidé d'instaurer un impôt agricole. Les bases d'imposition choisies se révélèrent extrêmement complexes, et la taxation progressive, en fonction de la productivité, eut pour conséquence immédiate d'inciter les paysans à produire moins. Depuis, il a fallu revenir sur cette décision impopulaire et bureaucratique.

De plus en plus étroitement lié à l'Union soviétique — aux dépens des relations avec la Chine — le Laos ne risque-t-il pas de se voir entraîné à adopter les méthodes de gouvernement et de gestion de type soviétique, dont l'adaptation dans un petit pays si peuplé serait problématique ? D'autant que plusieurs provinces septentrionales sont plus proches, politiquement, de Pékin que de Vientiane : la Chine n'y a-t-elle pas construit un important réseau de routes stratégiques ? Peut-être était-elle la capitale la plus à même de fournir aux Laotiens l'aide économique et militaire dont ils ont besoin pour reconstruire un pays dévasté par trente ans de guerre.

PATRICE DE BEER.

Inde

M. DESAI ET LES « FEMMES DIABOLIQUES »

New-Delhi (A.F.P.). — Les parlementaires appartenant au Parti du Congrès ont quitté vendredi 1^{er} avril la Chambre haute en signe de protestation après que le président de cette assemblée ait refusé d'ouvrir un débat sur une récente interview du premier ministre, M. Morarji Desai, publiée par le magazine américain « Time », et qui contenait des propos déshonorants pour les femmes.

Le premier ministre indien avait déclaré dans cette interview que si les femmes, en général, ne devenaient pas aussi diaboliques que les hommes, une femme « qui devient diabolique » fait tous les records et ne peut être égale par aucun homme. Il avait ajouté qu'il avait longtemps été réticent, mais que « s'il a complètement changé d'avis après l'accession de femmes à des postes de premier ministre, notamment au Sri Lanka et en Israël, et qu'il était certain qu'il « n'était pas de même » si Mme Thatcher (chef de parti conservateur britannique) devenait premier ministre en Grande-Bretagne.

Cette dernière remarque a été très mal accueillie en Grande-Bretagne, affirme le quotidien « Indian Express ». Les membres du Parti du Congrès souhaitent que le premier ministre présente des excuses. Celui-ci a répondu qu'il n'excuserait après des étrangers, mais non après des Indiennes.

Une enquête administrative va être ouverte sur les activités financières de M. Sanjay Gandhi, fils de l'ancien premier ministre, et de M. Bansi Lal, ancien ministre de la défense, a annoncé, vendredi 1^{er} avril, le nouveau ministre indien de l'Intérieur. — (A.F.P.)

« L'Asie-France magazine », qui publie son premier numéro cette semaine, se propose de traiter l'actualité asiatique « d'un point de vue français ». Patronné par le haut comité de la langue française, l'hebdomadaire est rédigé à Paris et à Bangkok et imprimé à Hongkong. Le numéro daté du 28 mars est consacré en partie à l'exposition française de Djakarta. Le numéro : 5 francs. Abonnements : 3, cité Bergère, 75009-Paris.

Italie

En cas de crise internationale

NOUS NE POURRONS TRAVAILLER CONTRE LES INTÉRÊTS GÉNÉRAUX DE L'U.R.S.S. déclare un membre du parti communiste

M. Lucio Lombardo Radice, membre du comité central du parti communiste italien, s'est longuement entretenu avec M. George Urban, spécialiste des problèmes communistes, rapporte le *Times*. Cette interview est diffusée par Radio Europe Libre. M. Lombardo Radice a apporté son appui aux représentants de l'opposition socialiste en Europe occidentale.

Il a été interrogé également sur la politique des communistes italiens en cas de crise sérieuse entre l'Est et l'Ouest. Le P.C.I. a-t-il dit, « ne voudrait évidemment pas s'engager d'un côté ni de l'autre ». On ne peut attendre que, en tant que parti, nous travaillions contre les intérêts généraux de l'Union soviétique. Par « intérêts » j'entends les résultats historiques du socialisme : nous ne voulons pas les voir détruits ou réduits ».

En cas de P.C.I. participait au pouvoir pendant une période de crise internationale aiguë, que ferait-il ? M. Lombardo Radice répondit d'abord : « Nous choisirons bien sûr le côté soviétique ». Puis il précisa : « Cela dépend. S'il s'agissait d'une agression impériale, avec l'obéissance absolue de révoluer le socialisme, nous nous sentirions déçus de toute obligation de « l'opacité » à l'égard de caractéristiques « défensives » de l'O.T.A.N. et nous prendrions le parti de l'U.R.S.S. mais dans une telle crise, nous ferions l'impossible pour rétablir la paix ».

EN ITALIE, LE DÉFICIT COMMERCIAL s'est élevé à 466 milliards de lires en février contre 417 milliards en janvier et 459 milliards en février 1976. La facture pétrolière a représenté 397 milliards de lires. En un an, les importations ont augmenté de 37 % et les exportations de 44 %. Par ailleurs, les prix de gros ont enregistré une hausse de 1,6 % en février, la plus forte depuis novembre dernier (+ 2,2 %).

LA COMPOSITION DU GOUVERNEMENT

Premier ministre, ministre de l'économie et des finances Raymond BARRE
moj. prés.

MINISTRES

Garde des sceaux, ministre de la justice Alain PEYREFITTE (3), R.P.R.
Ministre des affaires étrangères Louis de GUINGAUD, maj. prés.
Ministre de l'intérieur Christian BONNET (2), R.I.
Ministre de la défense Yvon BOURGES, R.P.R.
Ministre de la coopération Robert GALLEY, R.P.R.
Ministre de la culture et de l'environnement Michel d'ORNANO (2), R.I.
Ministre délégué à l'économie et aux finances Robert BOULIN (2), R.P.R.
Ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire Jean-Pierre FOURCADE (1), R.I.
Ministre de l'éducation René HABY, maj. prés.
Ministre de l'agriculture Pierre MEHAIGNERIE (1 et 2), C.D.S.
Ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat René MONORY (3), C.D.S.
Ministre du travail Christian BEULLAC, maj. prés.
Ministre de la santé et de la Sécurité sociale Simone VEIL (1), maj. prés.
Ministre du commerce extérieur André ROSSI, rad.

SECRÉTAIRES D'ÉTAT

Secrétaires d'Etat autonomes (*)

Secrétaires d'Etat aux postes et télécommunications Norbert SEGARD, maj. prés.
Secrétaires d'Etat aux anciens combattants André BORD, R.P.R.
Secrétaires d'Etat aux universités Alice SAUNIER-SEITE, maj. prés.
Secrétaires d'Etat à la jeunesse et aux sports Jean-Pierre SOISSON (5), R.I.
Secrétaires d'Etat auprès du premier ministre
Relations avec le Parlement Christian PONCELET (2), R.P.R.
Fonction publique Maurice LIGOT, maj. prés.
Recherche C.N.I.P.
Jacques SOURDILLE (3), R.P.R.
(Sans affectation) Jacques DOMINATI (3), R.I.

Secrétaires d'Etat auprès d'un ministre

Secrétaires d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères Pierre-Christ. TAITTINGER, R.I.
Secrétaires d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (départements et territoires d'outre-mer) Olivier STIRN, M.S.I. (4).
Secrétaires d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (collectivités locales) Marc BECAM (3), R.P.R.
Secrétaires d'Etat auprès du ministre de la défense Jean-Jacques BEUCLER (3), C.D.S.
Secrétaires d'Etat auprès du ministre de la culture et de l'environnement (tourisme) Jacques MEDECIN, R.I.
Secrétaires d'Etat auprès du ministre délégué à l'économie et aux finances (budget) Pierre BERNARD-REYMOND (3), C.D.S.
Secrétaires d'Etat auprès du ministre délégué à l'économie et aux finances (consommation) Christiane SCRIVENER, R.I.
Secrétaires d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (logement) Jacques BARROT, C.D.S.
Secrétaires d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (transports) Marcel CAVAILLE, R.I.
Secrétaires d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (aménagement du territoire) Paul DIJOU (2), R.I.
Secrétaires d'Etat auprès du ministre de l'agriculture Jacques BLANC (3), R.I.
Secrétaires d'Etat auprès du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat Antoine RUFENACHT (2), R.P.R.
Secrétaires d'Etat auprès du ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat Claude COULAIS, R.I.
Secrétaires d'Etat auprès du ministre du travail Lionel STOLERU, maj. prés.
Secrétaires d'Etat auprès du ministre du travail Jacques LEGENDRE (3), R.P.R.
Secrétaires d'Etat auprès du ministre de la santé et de la Sécurité sociale René LENOIR, maj. prés.
Secrétaires d'Etat auprès du ministre de la santé et de la Sécurité sociale Hélène MISSOFFE (3), R.P.R.

(1) Membres du gouvernement précédent dont les attributions s'accolent.
(2) Membres du gouvernement précédent qui changent d'attributions.
(3) Nouveaux membres du gouvernement.
(4) M.S.I. : Mouvement des socialistes-libéraux.
(5) M. Solason devient secrétaire d'Etat autonome.
(*) Les secrétaires d'Etat « autonomes », créés pour la première fois lors de la constitution du gouvernement de M. Chirac le 8 juin 1974, disposent d'un budget et d'une administration propres ; ils ne dépendent pas de ministres, mais n'assistent pas, en principe, au conseil des ministres.
Les secrétaires d'Etat auprès du premier ministre et ceux placés auprès des ministres spécialisés reçoivent de ceux-ci des délégations expressément de compétence et de signature. Ils doivent, en principe, rendre compte directement de leur action aux ministres auxquels ils sont rattachés.

Le premier ministre : promettre

M. Raymond Barre a répondu vendredi 1^{er} avril aux questions de M. Patrice Duhamel, au journal télévisé de TF1. Après avoir souligné la solidité et le sérieux de son gouvernement ainsi que la jeunesse et la représentativité régionale des nouveaux secrétaires d'Etat, il a déclaré :

« Je crois que l'une des raisons pour lesquelles la majorité a subi certains échecs au cours de ces élections municipales, c'est qu'elle ne s'était pas suffisamment renouvelée. Tous les hommes sont de qualité, mais il y a, nécessairement, un phénomène d'usure qui se produit, et je pense que l'accession aux responsabilités gouverne-

mentales d'hommes jeunes, dynamiques, compétents, permet cette renaissance, à mon sens, est absolument nécessaire, non seulement au succès de la majorité, mais aussi à l'exercice futur des responsabilités par cette majorité. »

« La mission du gouvernement est double : la première, c'est de poursuivre l'effort de redressement économique et financier. Nous avons eu certains résultats. Ils sont encourageants, mais doivent être consolidés et accrus. »

« D'autre part, le président de la République a souhaité que le gouvernement présente à l'Assemblée nationale et au Sénat un programme de douze mois comportant un certain nombre de mesures intéressantes à la fois des Français, car on a parfois le sentiment que le gouvernement traite de problèmes généraux et ne s'intéresse pas suffisamment aux problèmes de ceux qui sont aux prises avec les difficultés de la vie quotidienne. »

« Je voudrais dire que cette vie quotidienne serait beaucoup plus difficile et que les conditions d'existence seraient certainement détériorées, si notre pays ne réussissait pas à surmonter les difficultés qui sont les siennes, et notamment si notre monnaie ne se stabilisait pas, et notre commerce extérieur restait déficitaire ; ce serait, en quelque sorte, l'as-

phyxis de notre pays. Mais il y a un certain nombre de choses en cours de préparation. Je pense, par exemple, aux problèmes de l'emploi. Nous pourrions, prochainement, proposer un certain nombre de mesures qui, seront efficaces, notamment en ce qui concerne l'emploi des jeunes. »

Ouvrir les vannes

« Les experts en politique — et vous savez je n'en suis pas un — viennent me voir et me disent : « Vous êtes fort. On ne fait pas une politique de redressement économique et financier qui est nécessairement une politique

HUIT NOUVEAUX

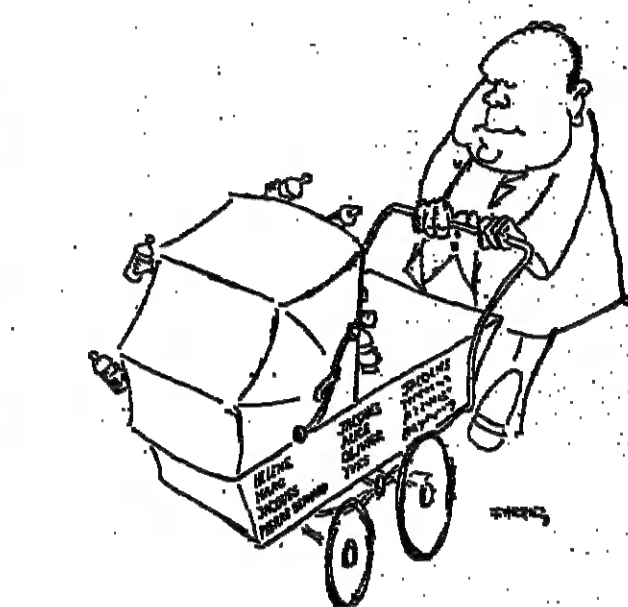
M. Jacques Dominati : la consolation

Avec son entrée au gouvernement, M. Jacques Dominati connaît enfin une satisfaction politique. Le fait est que sa carrière ne lui en avait guère réservé depuis quelques mois.

Le nouveau secrétaire d'Etat avait, il y a plusieurs années déjà, fait un pari : celui d'être un jour maire de Paris. Ce seul objectif, cette quasi-obsession, avaient, pendant des mois, mobilisé la plus grande part de son énergie. Jusqu'au jour de 1976 où il avait entendu M. Giscard d'Estaing, en personne, lui apprendre qu'un autre que lui avait été choisi, dans les rangs des républicains indépendants, pour briser cette charge. La déception fut grande. On dit que M. Dominati, amer et meurtri, n'eut même pas le temps d'acquiescer le poste de secrétaire d'Etat qu'il lui offrit à ce moment-là, en guise de consolation. Quelques mois plus tard, il allait perdre jusqu'à son siège de conseiller de Paris (2^e et 3^e arrondissement) après avoir été, en 1973-1974, président de l'Assemblée de la capitale. Dans le décalage de la bataille parisienne, il avait, malgré la déception, apporté un soutien loyal à M. d'Ornano. Il avait été aussi, comme M. Fontanille, un des rares qui furent ce promoteur malheureux : « M. Chirac ne sera jamais maire de Paris. »

Né le 11 mars 1927 à Ajaccio, le nouveau « promu » est venu à la politique par le journalisme (il a collaboré au *Parisien Libéré* jusqu'en 1950) et au gauchisme par le gauchisme. Il milita d'abord dans les rangs du R.P.F. et fut même membre du conseil national de cette formation. En 1953, responsable de l'U.N.R. pour la région parisienne, il comptait parmi les partisans de l'Algérie française. Aux côtés notamment de M. Jacques Soustelle, il prit bientôt fait et cause contre la politique algérienne du général de Gaulle et fut exclu en 1960 du parti gaulliste.

En 1965, il fut un des fondateurs du Comité de Paris des républicains indépendants et du premier club



(Dessin de GENEZ.)

M. Becam : un syndicaliste agricole

Arrivé il y a dix ans à l'Assemblée nationale, en sa qualité de suppléant d'Edmond Michelet, nommé ministre d'Etat chargé de la fonction publique, M. Marc Becam, aujourd'hui apparenté au R.P.R., quitte l'hémicycle pour le secrétariat d'Etat aux collectivités locales. Diplômé de l'école supérieure d'agriculture d'Angers, gérant d'une exploitation agricole depuis 1950 à Saint-Martin-des-Champs (Finistère), où il est né le 9 octobre 1931, M. Becam a siégé à la direction administrative de la F.D.S.E.A. du Finistère de 1959 à 1967. Cette année-là, Edmond Michelet, « parachuté personnellement » par le général de Gaulle dans la première circonscription du Finistère, prend M. Becam comme suppléant. Actif militant syndicaliste qui ne ménage pas ses attaques contre le gouvernement, il avait participé, en juillet 1968, à la première réunion de l'équipe animatrice du Centre démocrate. Son ralliement à la cause gaulliste surpris ; il s'en explique alors : « J'avais à l'époque un travail de contestation, j'attendais maintenant pour l'action sur un autre terrain, à l'intérieur même de la majorité. »

Député pendant un an, il redéfinit l'équipe avec Edmond Michelet aux élections législatives de juin 1968, mais ce n'est qu'en 1969, après avoir siégé au conseil économique et social, qu'il revient au Palais-Bourbon pour remplacer Edmond Michelet de nouveau entré au gouvernement. Entré, en janvier 1970, au comité directeur du comité d'études pour un nouveau contrat social présidé par M. Edgar Faure, M. Becam est candidat — sans succès — aux élections municipales de mars 1971, à Quimper. A l'occasion d'une élection complémentaire, en mai 1975, il entre au conseil municipal de cette ville dont il vient de gagner la mairie aux dépens du parti socialiste. Devenu secrétaire général adjoint des Démocrates V. en 1972, il est réélu député l'année suivante, six mois plus tard il devient conseiller général du canton de Quimper I, mandat, qui lui a été renouvelé en mars 1976. En juillet 1974, il prend la présidence du GEPAR (Groupe d'étude parlementaire pour l'aménagement rural), et participe depuis 1975 aux travaux de l'intergroupe parlementaire d'étude des problèmes de l'élevage. M. Becam, qui appartient à l'association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, s'intéresse également aux questions relatives au logement, dont il rapportait les crédits au nom de la commission de la production et des échanges. Le nouveau secrétaire d'Etat, qui a été rapporteur de la commission d'enquête parlementaire sur la pollution du littoral méditerranéen en 1974 ainsi que de la commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi portant réforme de l'aide au logement, est membre depuis sa naissance en juin 1976 du groupe parlementaire d'action et de propositions pour la transformation de la société française, dit l'Initiative de M. Jean-Pierre Soisson (R.I.), secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

M. Becam sera remplacé à l'Assemblée nationale par M. Jacques Guinebretière, médecin. En devient le délégué national à la solidarité nationale, puis le secrétaire national chargé de l'organisation (1976). Il est membre du groupe parlementaire d'actions et de propositions pour la transformation de la société française ; il a été chargé par M. Giscard d'Estaing, au début de l'année, de constituer et de présider une commission de réforme du tourisme chargée de proposer une nouvelle politique du tourisme familial et social. Son suppléant est M. Denis Saville, conseiller général du canton de Saint-Amand, contrôleur de la Mutualité sociale agricole.

M. Jean-Jacques Beuder : un spécialiste des questions militaires

Né le 3 juillet 1923 à Trèves (Allemagne), M. Jean-Jacques Beuder, ancien élève de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr, a participé, en tant qu'officier de carrière, aux campagnes d'Italie et au débarquement de Provence (1944), puis aux campagnes de France, d'Allemagne et d'Indochine. Il a été prisonnier du Vietnam (au camp n° 1) de 1950 à 1954.

En 1955, il quitte la carrière militaire et devient président directeur général de la Société métallurgique de Corbennes (Haute-Saône), commune dont il est maire depuis 1968. Le 30 juin 1968, il est élu au second tour député de la deuxième circonscription de la Haute-Saône (Lure), ne devant que de 431 voix le député sortant, M. Jacques Maréchal (P.G.D.S.). D'abord non inscrit, M. Beuder, membre depuis 1970 du Comité d'études pour un nouveau contrat social, rejoint en 1972 le groupe parlementaire Progrès et démocratie moderne.

Réélu en mars 1973 sous l'étiquette U.R.P., il s'inscrit au groupe de l'Union centriste, au

nom duquel il proposera, pour lutter contre l'absentéisme, de faire siéger l'Assemblée toute l'année, sauf en août, deux jours par semaine. En 1974, il devient vice-président du groupe des réformateurs. En mars 1976, il est élu conseiller général du canton de Tencrois-et-la-Mer après avoir été, sans succès, candidat en 1973 dans le canton de Lure. Vice-président du conseil régional de Franche-Comté, M. Beuder est vice-président du comité parlementaire des bouilliers de cru. Depuis juin 1976, il est membre du groupe parlementaire d'action et de propositions pour la transformation de la société française. A l'Assemblée nationale, M. Beuder siègeait à la commission de la défense nationale, dont il était, lors de la discussion budgétaire, le rapporteur pour avis pour les crédits de l'armée de l'air.

Membre du secrétariat national du Centre des démocrates sociaux, il était, au sein de cette instance, chargé des questions militaires. Au Palais-Bourbon, il sera remplacé par son suppléant, M. Pierre Leval, médecin du travail, maître de Méliès.

TROIS CIRCONSCRIPTIONS SANS DÉPUTÉ JUSQU'À LA FIN DE LA LÉGISLATURE

Avec l'entrée au gouvernement de Mme Hélène Missoffe, député R.P.R., et de M. Jacques Dominati, député R.I., les vingt-quatrième et deuxième circonscriptions de Paris ne seront pas représentées à l'Assemblée nationale jusqu'à la fin de l'actuelle législature. Aucune élection législative partielle ne pouvant être organisée moins de douze mois avant le renouvellement général de l'Assemblée nationale, ces deux sièges resteront vacants, car Mme Missoffe avait

remplacé, en sa qualité de suppléant, M. François Missoffe, son époux, dont les fonctions de parlementaire en mission ont été prolongées au-delà de six mois, et le suppléant de M. Dominati est décédé.

A ces deux sièges s'ajoute celui de Bernard Lafay, député apparenté R.P.R., de la vingt-deuxième circonscription de Paris, qui est mort le 13 février dernier et dont le suppléant était également décédé.

La répartition politique des portefeuilles

Étiquettes	Premier gouvernement Barre			Second gouvernement Barre		
	Ministres	Secr. d'Etat	Total	Ministres	Secr. d'Etat	Total
Maj. présidentielle	5	5	10	5	5	10
R.P.R.	5	4	9	4	7	11
R.I.	4	7	11	3	9	12
C.D.S.	1	2	3	2	3	5
Radicaux	3	1	4	1	0	1
Mouvement des socialistes-libéraux	—	—	—	—	1	1
Total	18	19	37	15	25	40

هكمان النحل

GOUVERNEMENT DE M. RAYMOND BARRE

la lune aux Français, cela je ne le ferai pas

« séduire en période pré-électorale... Pour que la majorité gagne, il faut distribuer les avantages... »

« Alors, je leur demande : Mais les problèmes, comment les règle-t-on ? »

« On verra cela après les élections... »

« Mais la réponse est la suivante : promettre le bon aux Français aujourd'hui, mais leur offrir demain, une autre lune... »

« En revanche, je ferai tout ce que je pourrai pour améliorer le sort des Français dans la limite des possibilités de notre économie... »

« Il y a des catégories qui méritent une attention particulière : les jeunes en quête d'un emploi, les familles, les personnes âgées... »

« Il faut veiller à ce que les hautes études et les anticipations ne viennent pas dégrader le mécanisme... »

« Nous y sommes allés et le gouvernement fera tout ce qu'il pourra pour redresser cette situation. Mais il y a des raisons de relatif optimisme... »

Vendredi, on a publié des traductions selon lesquelles les chefs d'entreprise s'attendaient, au cours des prochains mois, à une progression de la production industrielle. En réalité, nous devons avoir un seul objectif : sortir la France de la crise, et le reste nous sera donné par surcroît.

Le premier ministre indique que d'ici à trois semaines le gouvernement sera en mesure de proposer un certain nombre de mesures efficaces pour favoriser l'emploi des jeunes, et ajoute :

« Je ne suis pas le chef d'état-major de la majorité. Le premier

ministre conduit la majorité parlementaire. D'autre part, il a un rôle spécifique, reconnu sous la V^e République, qui consiste à assurer la cohésion des formations politiques qui soutiennent le gouvernement. C'est ce que je m'efforce de faire. Ce n'est pas facile. Cela devient de plus en plus indispensable. Il faut que la majorité se ressaisisse. Bien sûr, cette majorité est dite « il faut que les électeurs comprennent les politiques ».

Il faut que la majorité se ressaisisse. Bien sûr, cette majorité est dite « il faut que les électeurs comprennent les politiques ».

Le nombre d'accords sur des thèmes communs, qui ouvriront aux Français pour les prochaines années des perspectives d'avenir et un espoir d'une société dynamique, plus juste, qui participe pleinement aux efforts qui sont faits pour construire l'Europe, pour aller vers une société de développement, pour participer à la coopération internationale. Sur tout cela, les formations de la majorité sont d'accord. Il n'y a pas d'opposition fondamentale, et je crois qu'il est possible, sans difficulté excessive, d'obtenir une unité dans la diversité, mais une unité qui permette le succès.

La session d'automne 1976, qui comportait, pour la majorité, un

effort courageux, un vote de projets difficiles, s'est passée dans les meilleures conditions. La majorité a pu se rendre compte que l'état de son accord avec le ministre loyal. Si la bonne foi existe, de part et d'autre, si nous sommes tous d'accord avec nos arrière-pensées, pourquoi nous-mêmes que la loi parlementaire soit difficile ?

En conclusion, M. Barre explique que « sa sérénité » ainsi d'une part parce qu'il est en règle avec sa conscience, d'autre part parce qu'il a l'accord du président de la République. Et, enfin, parce qu'il s'efforce de garder son sang-froid en face de « l'agitation ».

UN DÉPART

Mme Françoise Giroud : Beaubourg quand même

Moins d'un mois après sa nomination comme secrétaire d'Etat à la culture — après avoir été secrétaire d'Etat à la condition féminine pendant plus de deux ans — Mme Françoise Giroud s'est illustrée par des déclarations alarmistes sur le coût du Centre national Georges Pompidou, « réalisation ambitieuse conçue dans une période d'euphorie financière » et qui pose « un problème qu'il faut résoudre ».

Le Monde du 26-27 septembre 1976. Quelques semaines plus tard, elle précise au Club de la presse d'Europe 1 : « Le temps me semble venu de réfléchir au spectaculaire ». En même temps, elle explique au Monde qu'il ne s'agit pas de « soutenir quelques institutions » de rayonnement national et international et de « financer la formation au plus haut niveau », mais qu'il faut principalement « permettre à tous les Français de s'approprier les œuvres de culture ».

Proche de M. Giscard d'Estaing, bien qu'elle se soit prononcée pour M. Mitterrand en 1974, Mme Giroud a pris part activement aux batailles politiques qui ont divisé la majorité. Au sein du parti radical, d'abord au congrès de Lyon, en novembre 1975, alors qu'elle était secrétaire d'Etat à la condition féminine, elle s'était présentée sans succès à la présidence du parti contre M. Gabriel Périot, considéré comme favorable à M. Chirac. Au congrès de Vichy, qui a vu s'affronter un an plus tard les partisans du président de la République et ceux de l'ancien premier ministre, elle était aux côtés de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, adversaire d'un rapprochement entre le parti radical et le R.P.R.

Aux élections municipales, Mme Giroud a conduit à Paris, dans le quinzième arrondissement, une liste patronnée par M. d'Ornano contre la liste R.P.R. de Mme Nicole de Hautecloque. A quelques jours du premier tour, six anciens ministres ont porté plainte pour « usurpation » de M. Giroud du titre de médiatrice de la Résistance. Le parquet de Paris a été chargé de l'enquête.

Devancée par Mme de Hautecloque, Mme Giroud s'est retirée avant le second tour. Son départ du gouvernement ajoute au verdict des électeurs parisiens une deuxième sanction, puisqu'elle est aujourd'hui le seul des secrétaires d'Etat qui soit privé de la confiance du président de la République.

Devancée par Mme de Hautecloque, Mme Giroud s'est retirée avant le second tour. Son départ du gouvernement ajoute au verdict des électeurs parisiens une deuxième sanction, puisqu'elle est aujourd'hui le seul des secrétaires d'Etat qui soit privé de la confiance du président de la République.

M. Sourdille : un médecin au chevet de la recherche

C'est dans le domaine médical que M. Jacques Sourdille a commencé sa carrière, après avoir été arrêté par la Gestapo et déporté à Neuengamme. Ancien interne des hôpitaux, ancien assistant à l'hôpital de Saint-Denis, médecin ophtalmologiste, auteur d'un ouvrage intitulé les « Fonctions visuelles de l'enfant », il est reçu, en janvier 1970, au concours national de maître de conférences agrégé. Depuis juillet 1970, M. Sourdille est membre du conseil d'administration du Centre national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts.

A quarante-huit ans (il est né le 15 juin 1922, à Nantes), M. Sourdille, « parachuté » par le comité national de l'U.D.R. contre la volonté de la fédération départementale du mouvement qui lui opposait — sans succès — M. Henri Vin, est élu en 1968, député de la troisième circonscription des Ardennes. Réélu en 1973, il entre en juin de la même année au conseil municipal de Sedan, mandat dont il n'a pas sollicité le renouvellement aux dernières

élections municipales. En novembre, il est élu président du conseil régional de Champagne-Ardenne, fonctions dans lesquelles il sera réélu depuis lors. M. Sourdille est conseiller général du canton de Grandpré depuis mars 1970.

En juillet 1972, il est désigné comme député national chargé de l'éducation et des affaires culturelles à l'U.D.R. Trois mois plus tard, M. Alain Peyrefitte, alors secrétaire général du mouvement gaulliste, nomme ce pompidolien, de stricte obédience, secrétaire national pour les affaires sociales. D'avril 1973 à décembre 1974, M. Sourdille, secrétaire général adjoint de l'U.D.R., est chargé des affaires politiques et intérieures du mouvement gaulliste, puis à la communication.

Membre de la commission des affaires culturelles et sociales de l'Assemblée nationale, M. Sourdille sera remplacé au Palais-Bourbon par son ancien adversaire aux élections législatives de 1968, devenu son suppléant aux élections de mars 1973, M. Henri Vin, enseignant.

Mme Hélène Missoffe : une militante de la condition féminine

Née le 15 juin 1927 à Paris, Mme Hélène Missoffe — fille du comte de Vinty et de Mme née Marguerite de Wenden — est entrée dans la vie politique dans le sillage de son mari, M. François Missoffe, ancien ministre du général de Gaulle, ancien ambassadeur, qu'elle a en tant que sa suppléante, remplacé le 15 juillet 1974, comme député de la vingt-quatrième circonscription de Paris (17^e arrondissement). La mission dont celui-ci avait été chargé auprès du ministre des affaires étrangères avait, en effet, été prolongée au-delà de la période de six mois qui lui permettait de conserver conjointement son mandat parlementaire.

Celle qui, en février 1976, avait, au Palais-Bourbon, été chargée de la mission de la condition féminine, Mme Missoffe a été chargée de la mission de la condition féminine, Mme Missoffe a été chargée de la mission de la condition féminine, Mme Missoffe a été chargée de la mission de la condition féminine.

Amable et attentive, elle s'est spécialisée, dans son poste, comme au sein du groupe U.D.R. (devenu R.P.R.) et à l'Assemblée nationale, où elle siège à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, dans les problèmes relatifs aux femmes. Elle a été successivement secrétaire nationale de l'U.D.R., chargée de l'action féminine (décembre 1974), chargée des relations avec les femmes (avril 1976), Mme Missoffe est membre du conseil politique du R.P.R.

En 1974, elle avait, à l'occasion de l'examen du projet relatif à la protection sociale de la famille, exprimé sa déception face à « un ensemble de réformes ponctuelles », appelant « ses vœux » à une « politique globale de la famille ». Elle avait également souligné la réforme du financement de la Sécurité sociale.

Mme Missoffe était membre, depuis septembre 1973, de la délégation française à l'Assemblée générale des Nations unies. Le siège qu'elle occupait au Palais-Bourbon demeurera vacant jusqu'à ses prochaines élections.

M. Pierre Bernard-Reymond : le benjamin

Né le 15 janvier 1944 à Gap, M. Pierre Bernard-Reymond devait à M. Ayméric Simon-Lorière de ne pas être le benjamin de l'Assemblée nationale. Il sera celui du gouvernement.

Il était devenu député à l'âge de vingt-huit ans en entrant, le 3 décembre 1971, la première circonscription des Hautes-Alpes, chef traditionnel de la gauche. Cette élection partielle avait été provoquée par la démission (et le repli vers le Sénat) de M. Emile Didier, député radical et ancien maître de Gap, battu juste avant dans sa ville, au mois de mars précédent, par la liste sur laquelle figurait M. Bernard-Reymond.

Le nouveau élu, qui était jusqu'alors membre du cabinet de M. Joseph Fontanet, ministre du travail, avait bénéficié de l'appui de l'ensemble de la majorité. Il était alors membre du Centre Démocratique et Progressif (C.D.P.) fondé en 1969 par M. Jacques Duhamel. Le renouveau de sa vic-

toire, à une époque où — déjà — la majorité était en perte de vitesse, de même que la rareté des hommes « nouveaux » dans les rangs centristes lui avaient valu d'être rapidement élu vice-président du groupe de l'Union centriste en 1973 après sa réélection à l'Assemblée, puis porte-parole du C.D.P. avant de devenir secrétaire général adjoint du Centre des démocrates sociaux, en 1976, lors de la constitution de ce parti, né de la fusion du C.D.P. et du Centre démocrate.

En 1976, M. Bernard-Reymond a présidé le comité des usagers de l'éducation mis en place pour présenter au gouvernement des propositions et des propositions.

Le nouveau secrétaire d'Etat au budget est un personnage courtisé et écouté qui cultive volontiers un brin de nonchalance. Son suppléant est M. René Serres, industriel, maître de La Roche-des-Arnauds.

MOINS FÉMININ ET PLUS FÉMININ

Le président de la République s'était félicité — lors de la composition du gouvernement de M. Jacques Chirac — de l'innovation qui avait consisté à nommer quatre femmes, ce qui ne s'était jamais vu dans l'histoire de la République. Ces préoccupations ne sont plus guère avancées aujourd'hui.

Le deuxième gouvernement de M. Raymond Barre est à la fois moins féminin et plus féminin que le précédent. Il compte quatre femmes pour quarante personnes contre quatre pour trente-sept orléanais.

Mais il est plus féminin au sens traditionnel. Après l'élection de Mme Giroud au secrétariat d'Etat à la culture — devenu un ministère élargi confié à M. d'Ornano — les quatre femmes du gouvernement occupent des postes significatifs : Mme Vail à la santé et à la Sécurité sociale, Mme Scrivener à la consommation, Mme Saurier-Sel à l'enseignement supérieur et, dernière venue, Mme Missoffe aux questions familiales. La composition de ce gouvernement — nous le verrons — est fondée sur les « complémentarités ». La liste de la liste de ses membres marque nettement les limites des compétences reconnues aux femmes qui correspondent très précisément à l'idée que s'en font les hommes.

Br. F.

LA RÉFORME DE L'O.R.T.F. EST IRREVERSIBLE

Prénant la parole au cours du tour de clôture de la vingt-sixième session de la commission des programmes de l'Union européenne de radiodiffusion, vendredi 1^{er} avril à Versailles, le premier ministre, M. Raymond Barre, a notamment déclaré : « L'avenir de la radio est, selon toutes les apparences, dans la décentralisation et la multiplicité des services rendus. (...) Radio-France, deux ans après sa naissance, est une entreprise autonome, responsable et maitresse de son destin. (...) J'espère quelques étonnements lorsque l'enfante certaine, mais par une étrange stratégie de regroupement, soulèvera le retour à l'organisation de l'O.R.T.F. Il ne peut en être question. La réforme est irréversible. »

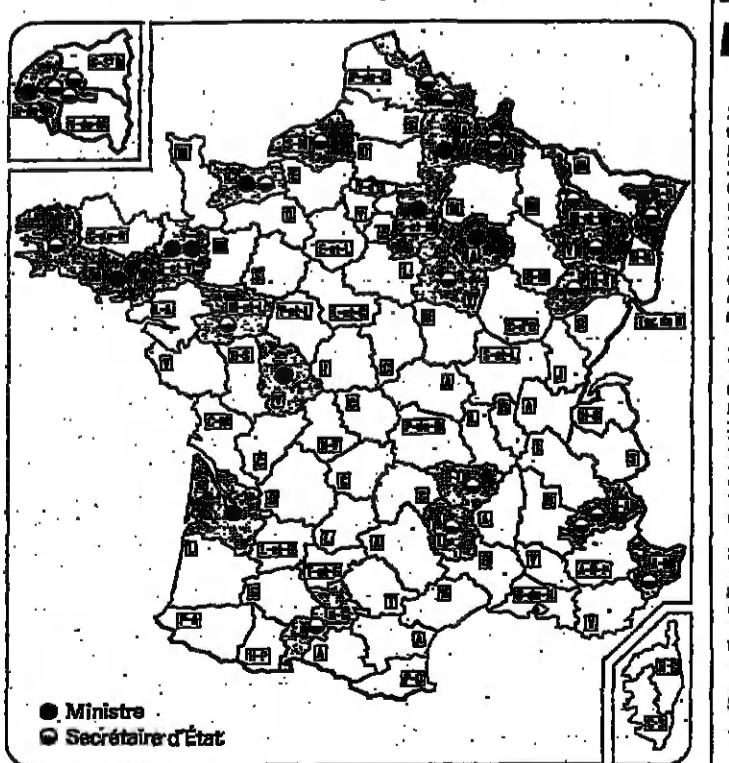
M. Jacques Legendre : l'adversaire de M. Chirac en 1974

M. Jacques Legendre, né le 2 décembre 1941 à Paris, a milité dans le syndicalisme étudiant et dans le gaullisme, ce qui l'a conduit à fonder, en 1962, l'Action étudiants gaullistes, et à devenir, en 1963, membre du comité central de l'U.D.R. En 1965, puis en 1971, il se présente aux élections municipales à Lille. Agrégé d'histoire, il commence une carrière d'enseignant sans cesser son activité politique et, en 1973, il se présente dans la 15^e circonscription législative du Nord (Cambrai) et est élu. Depuis, M. Legendre a quitté le P.S. et ne s'est pas représenté à la mairie de Cambrai, que M. Legendre vient d'enlever.

Devenu secrétaire général adjoint de l'U.D.R., le 17 juin 1974, le député du Nord conteste l'accession à la hussarde de M. Chirac au secrétariat général du mouvement. Le 14 décembre, jour de cette élection après le retrait de M. Sanguinetti, M. Legendre se présente et obtient 27 voix contre 57 à M. Chirac, au sein du comité central. Chargé des questions de l'éducation nationale à l'U.D.R., il est, en juin 1975, le rapporteur de la réforme proposée par M. Haby. Conseiller général du canton de Cambrai-Ouest depuis 1976, M. Legendre figure parmi les jeunes députés du groupe parlementaire d'action et de proposition pour la transformation de la société française.

Son suppléant est M. Claude Pringalle, conseiller général de Cambrai-Est, horticulteur.

L'IMPLANTATION GÉOGRAPHIQUE DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT



La carte ci-dessus fait apparaître l'implantation géographique des membres du gouvernement issu de l'Assemblée nationale ou du Sénat. Les ministres (M. Barre, Boulangé, de Gaulle, Haby, M. Vail) et quatre secrétaires d'Etat (M. Legendre, M. Serres, M. Scrivener, M. Stéfani) n'ont pas de mandat parlementaire et ne sont pas politiquement « localisables ».

M. BOURGES EN VISITE OFFICIELLE EN GRANDE-BRETAGNE

M. Yves Bourges, ministre de la défense, se rend en Grande-Bretagne du 4 au 10 avril, à l'invitation de M. Fred Sturley, ministre de la défense du Royaume-Uni. Au cours de ses entretiens avec son collègue britannique, le ministre français examinera notamment l'état de la coopération militaire bilatérale, en particulier dans le domaine des fabrications d'armement (avions, hélicoptères et missiles).

Par ailleurs, M. Bourges visitera à Plymouth les installations de la marine royale.

UNE MUTATION

M. Paul Dijoud : un « jeune loup » giscardien

Agé de trente-huit ans, benjamin des républicains indépendants dans les deux derniers gouvernements, M. Paul Dijoud est aussi le secrétaire général adjoint de cette formation. D'origine étonnante et sportive, cet ancien élève de l'ENSA, fils d'une famille des Hautes-Alpes, allie à la gravité du technocrate une aisance naturelle et souriante qui lui valent de forcer parfois l'estime de ses adversaires. Ces derniers auraient tort de s'y fier. Car derrière le charmé personnel du jeune loup giscardien se cache une volonté affirmée de dialogue et d'ouverture — ne l'a-t-on pas entendu maintes fois proclamer son amitié pour M. Gaston Defferre ? — se manifestant aussi l'habileté politicienne et les solides convictions d'un partisan du « changement dans la continuité ».

Maire de Briançon depuis 1971, il était entré au gouvernement en avril 1973 : il fut secrétaire d'Etat successivement à la fonction publique, dans le deuxième gouvernement Messmer, aux affaires culturelles et à l'environnement, dans le troisième cabinet Messmer ; puis aux travailleurs immigrés — succédant à M. André Poullet-Vinay, démissionnaire — dans l'équipe de M. Jacques Chirac et dans celle de M. Raymond Barre.

Chargé d'un dossier délicat, en une période de crise économique et de la France, comme ses voisins, décidés de restreindre le flux de la main-d'œuvre étrangère, M. Dijoud s'acquiesce de sa tâche avec de faibles moyens : c'est sous son

« règne » — mais sous la tutelle politique de M. Fontanet — qu'eurent lieu la chasse aux travailleurs clandestins et le verrouillage des frontières, au juillet 1974.

C'est aussi sous son impulsion que furent jetées pour l'avenir les bases d'une « nouvelle politique » de la main-d'œuvre étrangère, visant aussi bien à organiser et contrôler les flux migratoires qu'à stabiliser le nombre de travailleurs étrangers jugés nécessaires au développement économique de la nation dans un grand nombre de secteurs vitaux. Sur sa proposition, le gouvernement arrêta les orientations de cette politique lors du conseil des ministres du 9 octobre 1974. Vingt-cinq mesures nouvelles furent alors définies, complétées lors des conseils du 2 mai et du 9 décembre 1975, on procéda au bilan de ces initiatives à cette date. Ces mesures prévoyaient notamment, au moins dans les termes, une meilleure insertion des immigrés dans la société française, leur droit à l'égalité sociale, à la promotion personnelle et professionnelle, la préservation de leur identité culturelle et de leur langue et de leur religion, la possibilité de regroupements familiaux, mais aussi d'une « formation-retour » pour ceux qui souhaitent regagner leur pays.

M. Dijoud laisse à ses successeurs le soin de mettre en pratique une législation dont on s'accorde à reconnaître qu'elle devrait améliorer le sort des étrangers.

REGARD
Le rire
de l'arbre

Les commentaires de la presse parisienne

« Cette occasion, la dernière sans doute qui se sera offerte est manquée. Le plus regrettable est qu'on ait dit qu'on allait la saisir. »

OUVERTURE DE LA SESSION DE PRINTEMPS

M. Barre présenterait son programme d'action au Parlement vers la mi-avril

mise en place d'un nouveau gouvernement; pourrait toutefois modifier quelque peu ce programme.

Invité par le président de la République à faire au Sénat un exposé de son programme d'orientation, M. de Gaulle a présenté un plan de douze points assorti d'objectifs précis.

M. Raymond Sarrs ne sollicitera pas la confiance du Sénat au titre qu'il a le 14-avril un vote à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Le chef de l'Etat lui a confirmé qu'il ne sollicitera pas la confiance du Sénat.

M. de Bourgoing, président du groupe sénatorial des indépendants, a répondu :

■ M. Claude Labbé, député des Hautes-Saïnes, a été réélu par acclamation président du groupe R. N. D. L. au Sénat.

Ont également été réélus les cinq vice-présidents, MM. Felaia, Aubert, Macquet, Marie et Mau-

Le CERES souhaite un accord avec la majorité du parti

« Pour la responsabilité de la gestion du pays. Un congrès doit servir à cela. Ensuite, il apparaît que des socialistes d'un degré différent existent encore dans le parti. »

« A l'heure actuelle, la direction du P.S. dispose d'une concentration de pouvoirs sans précédent dans l'histoire. On ne peut pas dire comme par rapport aux autres P.S. européens. Le problème du P.S. est un problème de cohérence politique. On ne peut pas dire qu'il doit être posé. Nous espérons que Nantès parviendra à une synthèse entre les motions en présence. »

« Les motions de la permanence candidats à la direction du parti. Notre rôle est de proposer des éléments pour déterminer une ligne politique, car nous sommes en présence d'une démission du parti en tant que telle. »

Dimanche 3 avril. le Journal

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

Cordoue sans Franco

Selon le quotidien allemand *FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG*, « les habitants de la ville espagnole de Cordoue ne veulent pas payer le monument qui devait être élevé à la mémoire du général Franco ».

« L'administration de la ville, tenue depuis des décennies par l'extrême droite, avait décidé d'élever une statue et avait chargé le sculpteur Gabino de réaliser le projet. Mais celui-ci réclamait 10 millions de pesetas (72 millions de francs). La municipalité demanda alors à la population d'organiser une souscription, qui ne réunit, au bout d'un an, que le vingtième de la somme attendue ».

« Cordoue restera donc vraisemblablement sans monument à la gloire du dictateur, ce qui lui épargnera des frais supplémentaires : d'autres villes, par exemple Valence, sont en effet obligées de faire surveiller nuit et jour leur monument à Franco par la police, pour éviter qu'il ne soit détruit ».

La mémoire longue

On a la mémoire longue dans le Maryland. Selon le quotidien américain *INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE*, « la plupart des membres de la chambre des députés d'Annapolis se sont déclarés enchantés de revoir la princesse Anne d'Angleterre, qui viendra, le 18 juin, inaugurer une statue de son ancêtre (la reine Henriette-Marie, épouse de Charles I^{er}) qui a donné son nom à l'Etat (le Maryland) ».

« La plupart des députés, mais pas tous. Mme Judith Toth a déclaré qu'elle n'avait pas l'intention d'apporter sa caution à quelqu'un qui passe le plus clair de sa vie à monter à cheval. Mme Toth a ajouté : « Je n'ai aucun respect pour la monarchie britannique. Nous avons rompu avec les Anglais il y a deux cents ans. Cette affaire est une honte ».

EL MOUDJAHID

L'herbe grasse de l'autogestion

Le quotidien algérien *EL MOUDJAHID* dénonce ce scandale :

« Une simple opération d'assainissement touchant les domaines autogérés de la région d'Alm-Témouchent est l'occasion, une fois de plus, pour les détenteurs de la révolution agraire d'enfourcher leurs chevaux de bataille dans une vaine tentative de rendre confus ce qui est en fait très clair ».

« Cette opération, qui a consisté à évacuer les bêtes trouées en train de paître sur les terres cultivables de secteur socialiste, entre dans le cadre de l'application de l'instruction présidentielle n° 51 (...) ».

« Déclenchée la semaine dernière, cette campagne s'est soldée par la mise en fourrière de 15 000 têtes de bétail environ, dont 2 000 bovins. C'est à la suite d'une plainte de quarante propriétaires de domaines autogérés sur les dommages de la daira que cette action a été décidée et entreprise d'une manière aussi énergique (...) ».

« Un nombre important de ces bêtes et bovins appartenant à des commerçants et à des fonctionnaires utilisant des prête-noms pour ne pas éveiller les soupçons autour de leurs activités. Ces bêtes, qui conditionnent les cours du marché de la viande, ne reculent devant aucune réglementation pour gonfler toujours davantage leur compte bancaire. Pourquoi les gros éleveurs s'acharnent-ils sur les terres des domaines autogérés ? »

DER SPIEGEL

Pédaler jusqu'à l'an 2000...

L'hebdomadaire de Hambourg *DER SPIEGEL* annonce : « Le boom sur la vente des vélos, qui s'accroît encore, a donné de nouvelles idées aux fabricants allemands. Après avoir vendu pendant les cinq dernières années près de 375 000 bicyclettes pour une valeur de 60 millions de Deutschmarks, ils vont mettre sur le marché une nouveauté qui coûtera 480 marks : le vélo en aluminium avec garantie longue durée. Il ne pesera pas plus de 1 kilo et sera garanti... jusqu'à l'an 2000 ! »

Hebdo 77

L'interminable mort de M. X...

Le périodique belge *HEBDO 77* raconte cette sinistre histoire :

« Un immeuble boulevard du Midi à Bruxelles. Depuis quelques jours, on n'a plus aperçu M. X. (...) Le vendredi 25 février, les co-locataires, alarmés par une odeur nauséabonde qui se répand dans l'immeuble, s'inquiètent. Les coups frappés à la porte demeurent sans réponse. La police enlève la porte et découvre M. X. mort dans sa salle de bain. Une mort bien naturelle, confirmera le médecin légiste consulté, une mort qui remonte à lundi. La température dans la pièce est de 42 degrés. (...) L'odeur insupportable. La police s'en lave les mains ».

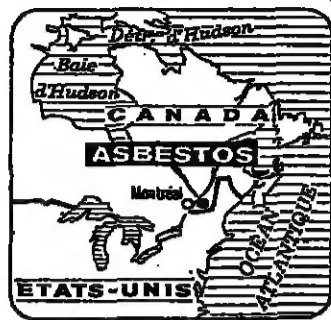
« L'épouse de M. X. et le fils de M. X. sont convoqués. « Allez un peu voir là-bas si c'est bien de votre père et épouse qu'il s'agit... » Et de se rendre sur place : porte défoncée, cadavre d'un être cher planté, presque méconnaissable. Nous sommes vendredi soir. Les administrations sont fermées ».

« Comme la police, quand elle découvre un cadavre, présume toujours un crime, l'interdiction de lever le corps et de l'inhumer est automatique. Ce qui reste de M. X. devra attendre, jusqu'à lundi, la réouverture des bureaux ».

« Lundi, l'interdiction est levée. Les pompes funèbres peuvent commencer leur travail. Le cadavre a huit jours. Plus moyen de le déposer dans un cercueil. Qui appeler à l'aide ? La police refuse. La gendarmerie aussi. La Croix-Rouge, après de longues hésitations, accepte. Le 2 mars, M. X. est enfin enterré ».

Lettre d'Asbestos

LA CAPITALE DE L'AMIANTE



CETTE pierre aux écailles luisantes d'un vert glauque, d'où s'échappent des filaments à la blancheur de neige, pareils à une étrange chevelure, c'est l'amiante, l'incorruptible, que les Anglais préfèrent appeler l'incorruptible. Asbestos. La variété que nous tenons dans nos mains est la plus commune, la chrysotile. Mais ces mines répandent encore à bien d'autres appellations plus évocatrices et plus poétiques, véruvinita, aragonite, zéolite ou grossulaire. Cependant, c'est asbestos qui a donné son nom à la ville, et les Québécois s'y résignent.

Il est vrai que, à 180 kilomètres à l'est de Montréal, nous sommes ici dans le comté de Richmond, à deux pas de Sherbrooke, au milieu de localités qui n'invoquent pas seulement tous les saints du calendrier français, mais aussi Windsor et Victoria. Les Etats américains du Vermont et du New-Hampshire sont tout proches, et à la fin du dix-huitième siècle, ce pays a été envahi par des colons anglais fidèles à la couronne et qui refusaient la révolution émancipatrice. Quel qu'il soit, tout le monde à présent parle français, ou presque, et les dirigeants de la John-Manville Company Limited (siège social à Denver, Colorado) ont dû traduire leurs proclamations aux travailleurs dans un français souvent savoureux.

La mine Jeffrey, le « moulin », le chemin de fer, l'usine de traitement et de transformation de l'amiante constituent un ensemble industriel qui emploie plus de deux mille ouvriers sur les neuf mille habitants d'Asbestos. C'est dire que tout est lié à l'amiante, que tout en dépend, et la tradition se poursuit de génération en génération, les immigrants, Canadiens de fraîche date, étant ici relativement rares.

Du complexe, c'est sans doute la mine Jeffrey, l'une des plus grandes mines d'amiante à ciel ouvert du monde, la plus grande en tout cas du continent américain, qui représente la part la plus impressionnante. On imagine un immense cratère d'un peu près 1 kilomètre de diamètre et de 200 mètres de profondeur aux flancs dénudés, sur des à-pics vertigineux, arpentant les spirales entrecroisées des chemins entremêlés tracés jusqu'aux forêts d'extrémité et aux zones de dynamitage. Sur ces sentiers infernaux, s'élançant les camions acrobates aux capacités de plus en plus considérables, 35 tonnes, 100 tonnes, jusqu'à 200 tonnes aujourd'hui, si démesurées qu'ils arrivent en pièces détachées et doivent être montés sur place. Ce minuscule barbouillé de rouge qu'on nous fait escalader à six fois la hauteur de son pilote, il ira vomir sa montagne de roches dans le « moulin », entonnoir vorace où occupe, pour le dégrader, une sorte d'énorme battant de cloche.

Le Monde

Service des Abonnements
17521 PARIS - CEDEX 99
C.C.P. 6207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

108 F 125 F 133 F 175 F

TOUTS PAYS STRANCIERS

PAR VOIE NORMALE

138 F 155 F 163 F 170 F

STRANCIERS

(par mandat postal)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAIS-BAS - SUISSE

125 F 155 F 163 F 170 F

II. - SUISSE

175 F 195 F 203 F 210 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois virements

mensuels) bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changements d'adresse dé

clarent à l'administration (deux

semaines au plus) ; nos abonnés

sont invités à formuler leur

demande sur mandat ou moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Faciliter l'abonnement de

réunion dans les pays propres au

capitalisme d'entreprise.

Puis l'amiante extraite, purifiée, transformée, circulera d'étage en étage dans l'usine pour devenir ces produits manufacturés, prêts à l'emploi et multiformes, plaques, tubes, conduites, ciment ou garnitures de freins. Ici le bruit est tel que contremaîtres, ingénieurs ou visiteurs doivent, s'ils veulent s'entendre, s'enfermer dans des cabines disposées de place en place, dont on a assuré l'isolation acoustique.

On rapporte que, déjà en 1724, les Indiens connaissaient l'amiante. Plus tard, les habitants des hameaux découvrirent à leur tour ce minéral bizarre, qui poussait comme des fleurs sur les rochers, au flanc d'une colline appelée « la comiche à Webb ». D'un premier glissement non loin d'ici, à Thetford-Mines, des échantillons furent expédiés en Angleterre. On y fut surpris et enthousiasmé par la pureté et la résistance de la fibre. En 1881, c'est un mineur gallois, en visite chez ses parents, qui démontre la valeur économique du minéral. Jeffrey, un fermier-gentilhomme, fut le premier à exploiter la mine qui portera son nom. En faillite en 1895, l'entreprise prospéra de nouveau avec un homme d'affaires qualifié d'agressif, Foster. Boss de Saint-Hyacinthe.

Encore une faillite en 1916, et, enfin, l'achat par cette compagnie multinationale qui la dirige aujourd'hui. Les camions de 200 tonnes ont succédé aux chevaux, aux locomotives et aux câbles aériens, les pelles mécaniques se sont perfectionnées, et l'exploitation parallèle d'une mine souterraine a été tentée. On devra peut-être un jour y revenir. Mais, pour l'instant, la mine à ciel ouvert continue de s'étendre, rongant comme un cancer la petite ville imprudemment établie sur ses bords. Des maisons, des quartiers entiers d'Asbestos basculent ainsi, disparaissant dans le cratère en expansion, telle cette église Saint-Aimé dont le clocher pointe encore sur des photos vieilles de dix ans à peine.

D'AUTRES formes de cancers menacent les mineurs et les ouvriers de l'usine. Ceux qui s'attaquent à leurs poumons, à leurs bronches, à leurs plèvres. Certes, depuis les temps héroïques, des efforts considérables ont été faits dans les installations pour pallier les dangers des fortes concentrations de poussières. Dans cette lutte incessante contre l'amiante, que l'on préfère ici appeler amiante, la prévention et l'éducation sanitaire jouent un rôle essentiel, et l'on démontre par exemple que les risques sont multipliés par près de cent chez les gros fumeurs. De même, Asbestos est fière de son hôpital ultra-moderne, qui s'inscrit dans le nouveau système de sécurité sociale récemment mis en

œuvre : à l'exception des médicaments, tout est gratuit dans la province du Québec, soins, hospitalisations et consultations, que ces dernières aient lieu au cabinet du médecin, dans les cliniques extérieures des hôpitaux ou dans ces centres de forme originale que l'on nomme Centres locaux de services communautaires. Il suffit, sans rien déboursier, de faire pointer la carte de santé électronique, parallèle à une carte de crédit, dont chacun est muni désormais. Bien sûr, l'addition sera lourde à la fin pour la province, mais le gouvernement fédéral en couvre la moitié.

Et pourtant les visiteurs du vieux pays, qui s'imaginent un peu naïvement peut-être que dans tous les domaines le Nouveau Monde est en avance, seront tout surpris d'apprendre qu'il n'existe pas encore ici de médecine du travail véritablement organisée, qu'une nouvelle législation est seulement envisagée pour la fin de cette année, et qu'en tout cas, malgré les dangers de l'amiante, l'âge de la retraite, chez les mineurs d'Asbestos, reste fixé à soixante-cinq ans !

Ici, l'action syndicale n'a pas été déterminante, et nous aurons l'occasion d'assister à de vives pressions d'armes entre délégués syndicaux, médecins et dirigeants de la mine. Ce qui frappe, dans ces échanges sans complaisance de statistiques et d'arguments, où l'on ne se gêne nullement devant des étrangers, c'est l'objectivité, la franchise et, pour tout dire, la bonne humeur.

Certes, les sujets de mécontentement ne manquent pas. Les enseignants, à la veille de la rentrée, menacent de faire grève. Les producteurs d'un lait surabondant s'inquiètent des taxes et des prix. Les médecins protestent contre la concurrence des Centres locaux de services communautaires. Des syndicalistes accusent les médecins de bloquer un système qui paraît pourtant ménager la libre entreprise. Des usagers soupçonnent la carte de santé de violer leur personnalité... Mais sur toutes les chaînes, à toutes les émissions des journaux télévisés, tous viennent à joindre développer leurs points de vue sans limitation ni censure. Ainsi, devant le Parlement fédéral à Ottawa, des parlementaires indépendants les places de parking réservées, côté à côté, aux voitures du chef du gouvernement et du leader de l'opposition. Il y a là de quoi faire un peu rêver les cousins du vieux pays.

On traverse le quadrillage des rues d'Asbestos, qui s'appellent ici Saint-Joseph, Saint-Jacques, Saint-Roch, Saint-Jean-Baptiste ou Notre-Dame, à Williams, Webb, Greenfield, Goulton ou Je-

frey, et un peu plus loin, en toute simplicité, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e Avenue. On franchit la rivière Nicolas, et d'un seul coup on retrouve, dans la calme et la bucolique douceur de la campagne québécoise, un goût de sirop d'érable.

Voici les maisons de bois avec leurs pelouses bien tondues, leurs piscines démontables, mais aussi les petits chasse-neige individuels, prêts à débayer les chemins d'accès jusqu'à la route. Un géologue d'Asbestos nous confie que l'hiver, qui entraîne en rien l'exploitation de la mine, est sa saison préférée. Quand la neige comble les marécages, aplatis les obstacles et efface tout, il consacre ses week-ends (pardon, ses fins de semaine) à de longues randonnées à raquettes. Ces raquettes dont la fabrication s'est elle-même industrialisée dans le Village-des-Hurons, où Gros-Louis a depuis belle lurette ramlé son chapeau à plumes au magasin des accessoires-pour-se-transformer-en-homme-d'affaires international, inondant le monde de sa production, un vrai racket de la raquette.

Voici les grands troupeaux de vaches laitières, assoupies, derrière les clôtures, les fermes avec leurs silos tous semblables, en forme de minarets. Ce dimanche, comme chaque année à cette époque, la fermière Lalonde a réuni chez lui tous les Lalonde du Canada. Ils sont une soixantaine à faire la tour de la propriété, amplifiés sur les plateaux des tractors, avant de se retrouver pour « l'épluchette du blé d'Inde », la grignote en commun des épis de maïs.

A quelques miles au sud d'Asbestos, près de Sherbrooke et de son université, le paysage change, le relief s'accroît. Il y a le mont Orford avec ses télésièges, et du sommet on aperçoit les courbes bleues des collines du Vermont. Il y a le parc des Jeunesses musicales, avec ses charmants plans placés sous les arbres. Il y a le lac de Magog, ou Memphrémagog, qui pousse une pointe au-delà de la frontière des Etats-Unis. Ce nom à la résonance biblique ne désigne pas le pays des Impies. Bien au contraire, un moine, pendant la dernière guerre, a édifié ici, sur le promontoire de Saint-Benoît-du-Lac, une abbaye bénédictine coquette et confortable, mélange de gothique anglois et de style mozarabe, dont on ne saurait dire, hélas ! qu'elle est un modèle d'architecture sacrée. Cependant, les nouvelles du vieux pays arrivent ici comme assourdies, étouffées. Les journaux québécois s'intéressent à Mgr Lefebvre. Mais l'on peut lire aussi à la page sportive les derniers résultats des matches de football : « Le Sacré-Cœur a battu l'Immaculée Conception ».

LOUIS LATAILLAGE

COLOMBIE

Chronique de la mort quotidienne

Si l'on en croit la presse colombienne, mourir est devenu dans ce pays un problème préoccupant : « Plus cher de mourir que de vivre ». Mourir est un luxe. « Un cimetière pour les vils », une incinération, méthode moderne, le problème n'est pas métaphysique mais d'ordre public et économique.

D'abord, on meurt beaucoup, quoique pas partout, heureusement, au rythme du village de Codazzi, près de la frontière vénézuélienne, où dans la seule année 1976 il y a eu soixante-seize meurtres pour quelques centaines d'habitants. On meurt fréquemment sur le route car il y a beaucoup de vieux autobus et trop de ravins profonds. Les avions des territoires dits « marginaux », provenant des surplus américains, ne restent pas au relief accidenté de la Colombie. Il y a aussi les guerres de mafias, les séquestrations, la querrelle et le paludisme amazonien, enfin des sources variées d'une production qui a éveillé l'attention des gens d'entreprises, déjà nombreux à faire commerce d'éméraldes et de cocaïne, mais ne négligeant aucune affaire ».

A la mode

Bien des corps disparaissent humblement dans la flore tropicale, mais il reste encore beaucoup de cadavres à soumettre au rituel mortuaire. Alors les maisons funéraires naissent : bougies, la plupart luxueuses, avec moquette, chapelette, musique d'ambiance, hôtesse charmantes, un peu comme si la mort se rendait lui-même à un sautoir. Ces mai-

sons offrent le service funéraire complet, avec parfois deux mortuaires vêtus à la manière des anges de la mort qui précèdent Maria Casares dans Orphée. Certaines maisons, plus modestes, tout en assurant les services de mort (car le dernier cri pour qu'on ne vaille pas la mort dans sa maison), offrent encore assez cher pour endettier la famille pendant des ans.

En même temps que les maisons spécialisées on a créé des cimetières à la mode, aménagés très élégamment sur des terrains marécageux, par des hommes d'affaires habiles à vendre la terre carrée de gazon surmonté d'un pot de fleurs.

De grands placards publicitaires montrent des jeunes gens souriants qui disent dans une bulle : « Prépare ton avenir, achète une parcelle au jardin de l'Immaculée Conception ». A la télévision apparaît plusieurs fois par jour un Christ bienveillant sur une pelouse, puis un autocar portant l'enseigne : « Jardins de la paix » et roulant sur fond musical du Massé, de Haendel. Le speaker tonifie : « Viens visiter. Avant qu'il ne soit trop tard, pense à ceux qui restent ».

Dans les grandes villes, le nombre et la solvabilité des morts sont suffisants pour rentabiliser les nouveaux cimetières, mais, dans les villes moyennes où il meurt trop de pauvres, on baisse un peu les prix et on ripaille par la quantité. A Barranquilla existe maintenant la profession de « chasseurs de cadavres », appelés populairement les « gallinazos », c'est-à-dire charognards. Ils sont chargés par les entreprises funéraires

de « capter » les cadavres qui pourraient aller à une entreprise locale ; ils perçoivent une commission à la pièce et un prix spécial pour la découverte de cadavres. Aussi rivalisent-ils avec la police en cas d'accident ou de catastrophe collective et ont-ils tendance à « faciliter » quelques peu la mort des blessés graves. C'est qu'ils doivent, eux aussi, faire des économies pour leur futur enterrement, qui peut venir assez tôt dans le métier...

Sorcellerie

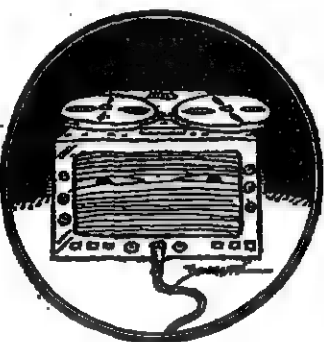
Les cimetières centraux, comme les marchés, offrent les moyens de survie à des foules de marginaux : lépreux par centaines jadis, mais de touchers les visiteurs trop avares dans leurs aumônes, malades mentaux jamais à court de facilités, vendeurs d'eau bénite, d'images, de bougies menaçant les défunts de l'enfer et les vivants ne remplissent pas tous leurs devoirs, marchands de messes jaloux un rubis si on commande en gros, karyelles de gamins autour tous les grands cortèges funéraires en affectant un grand chaprin et qui, une fois la cérémonie terminée, emportent par brassées fleurs et couronnes qu'ils vont revendre au marché voisin. Les morts se se reposent même pas la nuit, car il repoussent la visite des veilleurs de pierres tombales et des archangeurs de squelettes : crânes, tibias, phalanges, poudre d'os, rien ne se perd dès lors que la sorcellerie se met de la partie. Les morts font vivre les vivants.

DENISE AIMÉ

NAISSANCE DE LA VIDEO-TRANSMISSION EN AUVERGNE

Plus de 10 millions de francs pour l'œuf de Colomb

TENTER pour la première fois au monde à cette échelle, une expérience régionale de vidéo-transmission de groupe aura lieu, du 12 avril au 4 mai en Auvergne. M. Jean-Charles Edeline, P.D.G. de la Société française de production, est, avec les P.T.T., le Télé-Diffusion de France, l'origine de cette opération qui pourrait modifier profondément les structures de la communication par l'image. Un rapport, élaboré à l'issue de ces journées, sera remis au gouvernement. Après examen, celui-ci devrait de l'avenir de cette technique originale, dont l'extension à l'ensemble du pays n'est pas à exclure.



« **N**OUS sommes à la veille d'un village, nous sommes à la veille d'un monde... » Le Président de la République a dit cela à l'occasion de la fête de la vidéo-transmission à Clermont-Ferrand. M. Jean-Charles Edeline, P.D.G. de la Société française de production, est, avec les P.T.T., l'origine de cette opération qui pourrait modifier profondément les structures de la communication par l'image. Un rapport, élaboré à l'issue de ces journées, sera remis au gouvernement. Après examen, celui-ci devrait de l'avenir de cette technique originale, dont l'extension à l'ensemble du pays n'est pas à exclure.

C'est trop d'humilité. L'opération est ambitieuse : il s'agit, en effet, d'arracher au public à son écrin habituel de télévision et de l'emmener à la découverte de l'image-vidéo. Cela, en reprenant par affinité socio-professionnelles ou culturelles, des publics. La projection sera faite dans les écoles, les clubs, les entreprises, les lieux de culte, les lieux de loisir, les lieux de travail, les lieux de rencontre, les lieux de vie.

Quand voyage en province les images de Paris

L'aventure commence au Puy-de-Dôme, à Clermont-Ferrand, à Riom, à Thiers, à Issoire, à Vichy, à l'Auvergne, à la capitale de l'expérience. Les relais ? A Clermont-Ferrand : la préfecture, la mairie, le hôpital universitaire, une école, un club, un cinéma. A Issoire : une école, un club, un cinéma. A Riom : une école, un club, un cinéma. A Thiers : une école, un club, un cinéma. A Vichy : une école, un club, un cinéma. A l'Auvergne : une école, un club, un cinéma. A la capitale de l'expérience : une école, un club, un cinéma.

Par la S.F.P., les images de Paris, les images de France, les images de l'Europe, les images du monde, les images de l'humanité, les images de la vie, les images de la mort, les images de l'âme, les images du corps, les images du cœur, les images du cerveau, les images du sang, les images du souffle, les images du silence, les images du bruit, les images du mouvement, les images du repos, les images de la joie, les images de la tristesse, les images de l'amour, les images de la haine, les images de la pitié, les images de la colère, les images de la peur, les images de l'espérance, les images de la désespérance, les images de la foi, les images de la non-foi, les images de la vieillesse, les images de la jeunesse, les images de la sagesse, les images de la folie, les images de la sainteté, les images de la malice, les images de la bonté, les images de la cruauté, les images de la douceur, les images de la violence, les images de la paix, les images de la guerre, les images de la mort, les images de la vie.

Ni cinéma ni télévision

Rien que de très classique, en somme, si la technique vidéo ne permettait pas de supprimer l'espace et le temps. La vidéo, en effet, ne ressemble, en effet, ni au cinéma ni à la télévision. Elle procède, en effet, d'une autre logique. Elle est, en effet, une technique de transmission. Elle est, en effet, une technique de communication. Elle est, en effet, une technique de relation. Elle est, en effet, une technique de vie.

De plus, la vidéo adopte une autre logique. Elle est, en effet, une technique de transmission. Elle est, en effet, une technique de communication. Elle est, en effet, une technique de relation. Elle est, en effet, une technique de vie.

La vidéo, en effet, n'est pas une technique de transmission. Elle est, en effet, une technique de communication. Elle est, en effet, une technique de relation. Elle est, en effet, une technique de vie.

Surtout, la vidéo n'est pas une technique de transmission. Elle est, en effet, une technique de communication. Elle est, en effet, une technique de relation. Elle est, en effet, une technique de vie.

Livres à domicile

Le public, en effet, n'est pas une technique de transmission. Il est, en effet, une technique de communication. Il est, en effet, une technique de relation. Il est, en effet, une technique de vie.

Enfin, la vidéo n'est pas une technique de transmission. Elle est, en effet, une technique de communication. Elle est, en effet, une technique de relation. Elle est, en effet, une technique de vie.

ou satellite, et qui pourrait s'inspirer de la télévision. Mais, en effet, la vidéo n'est pas une technique de transmission. Elle est, en effet, une technique de communication. Elle est, en effet, une technique de relation. Elle est, en effet, une technique de vie.

Aux frontières de la loi

Explique sans cesse cela. L'opération, en effet, n'est pas une technique de transmission. Elle est, en effet, une technique de communication. Elle est, en effet, une technique de relation. Elle est, en effet, une technique de vie.

M. Jean-Charles Edeline, P.D.G. de la Société française de production, est, avec les P.T.T., l'origine de cette opération qui pourrait modifier profondément les structures de la communication par l'image. Un rapport, élaboré à l'issue de ces journées, sera remis au gouvernement. Après examen, celui-ci devrait de l'avenir de cette technique originale, dont l'extension à l'ensemble du pays n'est pas à exclure.

CATHERINE GUIGON.

EXÉCUTION DE TÉLÉ-VALLERAUGUE

Deux années de fonctionnement grâce au loto

DEUX poids, deux mesures : le petit village de Valleraugue, dans le Gard, possédait une télévision. Mais, en effet, la vidéo n'est pas une technique de transmission. Elle est, en effet, une technique de communication. Elle est, en effet, une technique de relation. Elle est, en effet, une technique de vie.

Le maire de Valleraugue vient de recevoir l'ordre des responsables de Télé-Diffusion de France (T.D.F.) de suspendre ces émissions locales. En contrepartie, T.D.F. s'est engagé à fournir un récepteur permettant la réception des trois chaînes nationales. Sur place, le romancier Jean-Pierre Chabrol a suivi cette expérience, en soliste et en spectateur.

OUI, Valleraugue, village cévenol (mille habitants en comptant les hameaux), dans le Gard, possédait une télévision. Mais, en effet, la vidéo n'est pas une technique de transmission. Elle est, en effet, une technique de communication. Elle est, en effet, une technique de relation. Elle est, en effet, une technique de vie.

ce samedi-là, m'entraînant, comme la plupart des gens, à la fête de la vidéo-transmission.

sans doute, je monter une entreprise monstrueuse, montgolfière de frites, bataillons d'éclaireurs, de polytechniciens... Le studio était une véritable cité. La caméra, dans le plus simple et le plus courant, était montée sur une poussette de bébé, pour les trépanations. L'émetteur lui-même — ah ! l'émetteur ! quel mystère — m'a fait, comme j'étais si fatigué, un petit cadeau : un plateau de T.V. à l'usage de la vidéo-transmission.

de la publicité, de la redaction, de la diffusion, de la réception, de la transmission, de la communication, de la relation, de la vie.

couverte par une soirée-loto organisée dans le village à cet effet. Après les informations télévisées locales, on a eu la question des horaires de l'audiovisuel et du point une fois de plus écorné par un garde-boue, le tout jeune présentateur « m'interroge ». Une table basse, un seul micro, deux fauteuils. Derrière nous, la mirroir (une photo sur carton du village que traverse l'axe du ruisseau) et, largement exposées, les œuvres d'un artiste local. En face de nous, derrière la caméra-poussette, un gargon de treize ans : il est à la fois le caméraman et l'ingénieur du son. Réalisateur aussi, puisqu'il n'hésite pas, en plein milieu du « direct », à laisser tourner la caméra quelques secondes toute seule pour « entrer dans le champ » et me dire de me pousser un peu sur la droite, et à un autre moment de ne pas lever les talons sur le pied du micro. C'est que l'on arrive à oublier complètement, comme je n'ai jamais pu le faire devant les grosses caméras légères. Tout ça est si naturel, et chaleureux.

enfance, on ne peut pas. Le maître du lieu, M. Leynaud, le directeur du parc national de Cévennes. Pour lui, la quatrième chaîne avait fait un effort spécial : une paire de gants croisés ; et lui-même, Jacques Chabrol, en pleine émission, se fit un jeu de la vidéo-transmission. Impossible de citer les personnes qui se faisaient un honneur, passant par là, de nous faire connaître le village.

« Il n'était plus possible d'admettre une telle infraction à la législation en vigueur en France », a expliqué M. Maurel, directeur régional à Montpellier de T.D.F. Car la vidéo, ou non, TV à l'usage de la vidéo-transmission, n'est pas une technique de transmission. Elle est, en effet, une technique de communication. Elle est, en effet, une technique de relation. Elle est, en effet, une technique de vie.

Un gadget villageois. Mais attention ! le jour où vous démontrerez à des millions de téléspectateurs que la vidéo n'est pas une technique de transmission. Elle est, en effet, une technique de communication. Elle est, en effet, une technique de relation. Elle est, en effet, une technique de vie.

Un solide paternel. Je crois qu'on ne démontrera pas à des millions de téléspectateurs que la vidéo n'est pas une technique de transmission. Elle est, en effet, une technique de communication. Elle est, en effet, une technique de relation. Elle est, en effet, une technique de vie.

POINT DE VUE

Les oublis de « la Planète esquimaude »

A PRES avoir été accusés, il y a quelques mois, de génocide dans la région d'Igloolik, les Blancs suspects d'extermination dans le film Igloolik de la Planète esquimaude, programmé sur FR 3 (1), ont été déclarés innocents, l'enseignement moral culturel.

Je vis depuis huit ans l'expérience d'un dialogue entre Blancs et Esquimaux dans le village d'Igloolik. Je crois nécessaire de l'évoquer ici. A la fin de la seconde guerre mondiale, la sculpture d'Ivoire du monde traditionnelle était moribonde. Le sculpteur dans la statue des maîtres de grande taille, Air résolvant décrit en art (amérique, la nouvelle sculpture sur un socle immédiat dans le Sud. Après treize ans, elle a conquis le monde entier. Mise au pied par des Blancs, présentée par Paul Touloukoff, Esquimaux à Baker-Lake, l'exposition « Sculpture Inuit » a été la Russie, l'Europe occidentale, États-Unis, le Canada, de 1970 à 1972.

En 1959, James Cape-Dorset (le « Bal » à la gravure sur pierre) appartenait à la gravure sur bob. Les Esquimaux, en effet, n'ont pas de papier. Ils ont de la pierre.

Quatre boy-scouts

Le téléphone nous interrompait : les villageois qui voulaient poser des questions appelaient la mairie. Peu à peu, des ombres s'entassaient dans la remise-studio, derrière l'enfant-caméraman, ce sont des habitants du village à qui le petit écran ne suffisait plus, qui ont voulu leurs chemises pour sortir, traverser la place. C'est ainsi que je distingue un bonhomme à cheveux blancs, il s'agit du grand Georges-Henri Rivière, créateur du Musée des arts et traditions populaires (et de bien d'autres choses) ; qui se trouvait de passage dans la vallée. Cette nuit étrange et rare nous fera amis. Merci, Télé-Valleraugue, merci, d'être une quatrième chaîne, pour cette amitié, pour celle d'un village, et pour tout ce que tu m'as fait comprendre, avec ton savoir matériel et l'ardente bonne volonté de tes quatre boy-scouts.

Autour du casino (les seuls honoraires de la soirée) servi chez la bonne hôtesse, qui était un peu la maman de toute cette

jeunesse, on ne peut pas. Le maître du lieu, M. Leynaud, le directeur du parc national de Cévennes. Pour lui, la quatrième chaîne avait fait un effort spécial : une paire de gants croisés ; et lui-même, Jacques Chabrol, en pleine émission, se fit un jeu de la vidéo-transmission. Impossible de citer les personnes qui se faisaient un honneur, passant par là, de nous faire connaître le village.

Un gadget villageois. Mais attention ! le jour où vous démontrerez à des millions de téléspectateurs que la vidéo n'est pas une technique de transmission. Elle est, en effet, une technique de communication. Elle est, en effet, une technique de relation. Elle est, en effet, une technique de vie.

Un solide paternel

Je crois qu'on ne démontrera pas à des millions de téléspectateurs que la vidéo n'est pas une technique de transmission. Elle est, en effet, une technique de communication. Elle est, en effet, une technique de relation. Elle est, en effet, une technique de vie.

D'accord, mais si on n'est pas un gadget villageois, on ne peut pas. Le maître du lieu, M. Leynaud, le directeur du parc national de Cévennes. Pour lui, la quatrième chaîne avait fait un effort spécial : une paire de gants croisés ; et lui-même, Jacques Chabrol, en pleine émission, se fit un jeu de la vidéo-transmission. Impossible de citer les personnes qui se faisaient un honneur, passant par là, de nous faire connaître le village.

JEAN-PIERRE CHABROL.

RADIO-TELEVISION

Samedi 2 avril

CHAINE I : TF1
20 h. 30. **VIRAGES** : Des magiciens, par D. Webb, 21 h. 30. Feuilleton : Peyton Place, 22 h. 30. Documentaire : Sociologie de la danse contemporaine, réal. A. Isker.
CHAINE II : A2
20 h. 30. Feuilleton : César Brottean, d'après H. de Balzac, en scène R. Lucot, réal. J. L. B.

A. Ferjac, M. Trevisani, D. Jemina ; Grandeur et décadence d'un parfumeur, candidat au 11^e arrondissement de la mairie de Paris.
20 h. Entretien : Questions sans visage, avec P. Dumayet ; 22 h. 45. Variétés : Drôle de Paris, réal. R. Sangla.
CHAINE III : FR3
18 h. 55. Pour les jeunes : Musique bul-

sonnière ; 19 h. 5. Emissions régional ; 19 h. 40. Samedi entre nous.
20 h. Les animaux chez eux : Au pays de l'hibou ; 21 h. 30. Le Festival du Cirque à Monte-Carlo (deuxième partie) ; 21 h. 15. Lettres de Paris et d'ailleurs : Le Festival de Vence 1976, réal. F. Reichenbach (rediffusion).
FRANCE-CULTURE
20 h. Dramatique : « La Poule d'eau », de Witke-

21 h. 5. Ad. 18. ; 22 h. 5. Divertissement : La Fugue du samedi ou mi-légère, mi-réaliste.
FRANCE-MUSIQUE
20 h. 5. Dernière marche : « D. Dufourt, avec G. Sinopoli, par F. Scarsanovic ; 21 h. 5. En direct du Festival de Royan : Concert des Percussions de Strasbourg (E. Dufourt) ; 22 h. 5. Vieilles dres ; 23 h. 5. Les interprètes : « Chansons populaires » ; « Le Tricorne » ; « Concerto pour clarinette » ; « Les Hommes » ; 0 h. 5. 5. musicien dans la nuit : Musir Bachin.

Dimanche 3 avril

CHAINE I : TF1
9 h. 30. Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h. 15. La **Chanson** du spectateur ; 13 h. 5. C'est pas sérieux, de C. Anglade ; 14 h. 15. Les rendez-vous du dimanche, de M. Drucker ; 15 h. 45. Sports : Direct à la une ; 16 h. 55. Série américaine : Qu'est-ce qui fait courir papa ? ; 17 h. 25. Téléfilm : « Les Voyages du temps » ; 18 h. 5. **Chien** des années 30, un disparu et son maître à remonter le temps ; 19 h. 5. Les animaux du monde ; 20 h. 30. FILM : ANTOINE ET SEBASTIEN, de J.-M. Ferrer (1973), avec F. Pellerin, J. Dutronc, O. Piccolo, K. Carradine, M. Pavan ; 21 h. 5. Un homme de soixante-cinq ans a fait de son fils adoptif son ami et son complice. Il veut le marier à une jeune fille qui vient de tomber amoureuse d'un Américain. Comédie psychologique et sentimentale dans une France provinciale au charme fascinant. 22 h. 5. Un amusant face-à-face François Truffaut et Jacques Dutronc.

22 h. Questionnaire : Les anxiétés d'un Européen ; 23 h. 5. **Chien** des années 30, un disparu et son maître à remonter le temps ; 19 h. 5. Les animaux du monde ; 20 h. 30. FILM : ANTOINE ET SEBASTIEN, de J.-M. Ferrer (1973), avec F. Pellerin, J. Dutronc, O. Piccolo, K. Carradine, M. Pavan ; 21 h. 5. Un homme de soixante-cinq ans a fait de son fils adoptif son ami et son complice. Il veut le marier à une jeune fille qui vient de tomber amoureuse d'un Américain. Comédie psychologique et sentimentale dans une France provinciale au charme fascinant. 22 h. 5. Un amusant face-à-face François Truffaut et Jacques Dutronc.

(le siège de La Rochelle, reprise de l'émission du 1^{er} avril) ; 17 h. 50. Espace musical, par J.M. Damiens : « Concerto n° 1 pour piano », de Tchaikovsky, par M. Argerich pour l'orch. de la Suisse romande, dir. Ch. Dutoit ; 19 h. 5. Hexagonal : Cinéma du soleil (Fernand), première partie.
20 h. 5. Pour les jeunes : Lassie ; 20 h. 30. L'homme en question : L'écrivain Philippe Sollers ; 21 h. 30. Aspects du monde météorologique.
20 h. 30. FILM (Cinéma de minute) : L'IMP-POSTEUR, de J. Duvivier (1943), avec J. Gabin, R. Whorl, A. Joslyn, E. Drew, J. Quelen (v.o. sous-titré, N.).

de chambre ; 16 h. 45. Conférence de carême : 17 h. 35. Recale de l'esprit, par A. Fraigneau ; 18 h. 30. 18 h. 30. Tropo ; 19 h. 10. Le monde des cinéastes, par Cl.-J. Philippe ; 20 h. 5. **Chien** des années 30, un disparu et son maître à remonter le temps ; 19 h. 5. Les animaux du monde ; 20 h. 30. FILM : ANTOINE ET SEBASTIEN, de J.-M. Ferrer (1973), avec F. Pellerin, J. Dutronc, O. Piccolo, K. Carradine, M. Pavan ; 21 h. 5. Un homme de soixante-cinq ans a fait de son fils adoptif son ami et son complice. Il veut le marier à une jeune fille qui vient de tomber amoureuse d'un Américain. Comédie psychologique et sentimentale dans une France provinciale au charme fascinant. 22 h. 5. Un amusant face-à-face François Truffaut et Jacques Dutronc.

TF1 20h30 A2 13h00 : Mobil L'huile qui fait économiser l'essence.

Lundi 4 avril

CHAINE I : TF1
12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Magazine : Midi première ; 13 h. 35. Magazine régional ; 14 h. 5. Téléformation ; 14 h. 20. Restez donc avec nous ; 17 h. 30. La France est à vous ; 18 h. 5. La bonne heure ; 19 h. 35. Pour les petits ; 19 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : Les lettres volées ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. En bien... raconte ; 20 h. 30. FILM : LA VENGEANCE AUX DEUX VISAGES, de M. Brando (1969), avec K. Malden, P. Pellicier, K. Jurado. (Rediffusion).
20 h. 30. **Chien** des années 30, un disparu et son maître à remonter le temps ; 19 h. 5. Les animaux du monde ; 20 h. 30. FILM : ANTOINE ET SEBASTIEN, de J.-M. Ferrer (1973), avec F. Pellerin, J. Dutronc, O. Piccolo, K. Carradine, M. Pavan ; 21 h. 5. Un homme de soixante-cinq ans a fait de son fils adoptif son ami et son complice. Il veut le marier à une jeune fille qui vient de tomber amoureuse d'un Américain. Comédie psychologique et sentimentale dans une France provinciale au charme fascinant. 22 h. 5. Un amusant face-à-face François Truffaut et Jacques Dutronc.

CHAINE II : A2
12 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Feuilleton : Ne le dites pas avec des roses ; 14 h. 5. Anjou d'aujourd'hui, madame (à 15 h. 5. Série : Les Jours de Mme Girault) ; 16 h. 5. Anjou d'aujourd'hui, madame ; 17 h. 35. Chronique : Les histoires de l'histoire ; 18 h. 5. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : La tréfilerie ; 20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55. Alain Decaux raconte : La 18 Brumaire ; 22 h. 50. Polémique : L'humour sur le feu, par Ph. Bourdieu (Les troisièmes Aes).
20 h. 30. **Chien** des années 30, un disparu et son maître à remonter le temps ; 19 h. 5. Les animaux du monde ; 20 h. 30. FILM : ANTOINE ET SEBASTIEN, de J.-M. Ferrer (1973), avec F. Pellerin, J. Dutronc, O. Piccolo, K. Carradine, M. Pavan ; 21 h. 5. Un homme de soixante-cinq ans a fait de son fils adoptif son ami et son complice. Il veut le marier à une jeune fille qui vient de tomber amoureuse d'un Américain. Comédie psychologique et sentimentale dans une France provinciale au charme fascinant. 22 h. 5. Un amusant face-à-face François Truffaut et Jacques Dutronc.

FRANCE-CULTURE
7 h. 2. Pointe ininterrompue : A. Chouraqui (reprise à 14 h. 15. 22 h. 30. 30) ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. 5. Les chemins de la connaissance : Les gens de la Caronne (le feu, son cours, ses crues) ; 9 h. 30. L'homme face à la machine (de l'homme à la machine, de l'homme à la machine) ; 10 h. 45. Le texte et la marge : « Le Front dans les nuages », de H. Troyat ; 11 h. 2. En direct du Festival de Royan : Concert des Percussions de Strasbourg (E. Dufourt) ; 12 h. 5. Allerg ; 13 h. 5. Les interprètes : « Chansons populaires » ; « Le Tricorne » ; « Concerto pour clarinette » ; « Les Hommes » ; 0 h. 5. 5. musicien dans la nuit : Musir Bachin.

FRANCE-MUSIQUE
7 h. 5. Quotidien musical : en direct du Royan, par Ph. Gaillet ; 9 h. 5. Musique : « Les interprètes : « Chansons populaires » ; « Le Tricorne » ; « Concerto pour clarinette » ; « Les Hommes » ; 0 h. 5. 5. musicien dans la nuit : Musir Bachin.

Mardi 5 avril

CHAINE I : TF1
12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Magazine : Midi première ; 13 h. 35. Magazine régional ; 14 h. 5. Téléformation ; 14 h. 20. Restez donc avec nous ; 17 h. 30. La France est à vous ; 18 h. 5. La bonne heure ; 19 h. 35. Pour les petits ; 19 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : Les lettres volées ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. En bien... raconte ; 20 h. 30. FILM : LA VENGEANCE AUX DEUX VISAGES, de M. Brando (1969), avec K. Malden, P. Pellicier, K. Jurado. (Rediffusion).
20 h. 30. **Chien** des années 30, un disparu et son maître à remonter le temps ; 19 h. 5. Les animaux du monde ; 20 h. 30. FILM : ANTOINE ET SEBASTIEN, de J.-M. Ferrer (1973), avec F. Pellerin, J. Dutronc, O. Piccolo, K. Carradine, M. Pavan ; 21 h. 5. Un homme de soixante-cinq ans a fait de son fils adoptif son ami et son complice. Il veut le marier à une jeune fille qui vient de tomber amoureuse d'un Américain. Comédie psychologique et sentimentale dans une France provinciale au charme fascinant. 22 h. 5. Un amusant face-à-face François Truffaut et Jacques Dutronc.

CHAINE II : A2
12 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Feuilleton : Ne le dites pas avec des roses ; 14 h. 5. Anjou d'aujourd'hui, madame (à 15 h. 5. Série : Les Jours de Mme Girault) ; 16 h. 5. Anjou d'aujourd'hui, madame ; 17 h. 35. Chronique : Les histoires de l'histoire ; 18 h. 5. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : La tréfilerie ; 20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55. Alain Decaux raconte : La 18 Brumaire ; 22 h. 50. Polémique : L'humour sur le feu, par Ph. Bourdieu (Les troisièmes Aes).
20 h. 30. **Chien** des années 30, un disparu et son maître à remonter le temps ; 19 h. 5. Les animaux du monde ; 20 h. 30. FILM : ANTOINE ET SEBASTIEN, de J.-M. Ferrer (1973), avec F. Pellerin, J. Dutronc, O. Piccolo, K. Carradine, M. Pavan ; 21 h. 5. Un homme de soixante-cinq ans a fait de son fils adoptif son ami et son complice. Il veut le marier à une jeune fille qui vient de tomber amoureuse d'un Américain. Comédie psychologique et sentimentale dans une France provinciale au charme fascinant. 22 h. 5. Un amusant face-à-face François Truffaut et Jacques Dutronc.

FRANCE-CULTURE
7 h. 2. Pointe ininterrompue : A. Chouraqui (reprise à 14 h. 15. 22 h. 30. 30) ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. 5. Les chemins de la connaissance : Les gens de la Caronne (le feu, son cours, ses crues) ; 9 h. 30. L'homme face à la machine (de l'homme à la machine, de l'homme à la machine) ; 10 h. 45. Le texte et la marge : « Le Front dans les nuages », de H. Troyat ; 11 h. 2. En direct du Festival de Royan : Concert des Percussions de Strasbourg (E. Dufourt) ; 12 h. 5. Allerg ; 13 h. 5. Les interprètes : « Chansons populaires » ; « Le Tricorne » ; « Concerto pour clarinette » ; « Les Hommes » ; 0 h. 5. 5. musicien dans la nuit : Musir Bachin.

FRANCE-MUSIQUE
7 h. 5. Quotidien musical : en direct du Royan, par Ph. Gaillet ; 9 h. 5. Musique : « Les interprètes : « Chansons populaires » ; « Le Tricorne » ; « Concerto pour clarinette » ; « Les Hommes » ; 0 h. 5. 5. musicien dans la nuit : Musir Bachin.

Mercredi 6 avril

CHAINE I : TF1
12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Magazine : Midi première ; 13 h. 35. Magazine régional ; 14 h. 5. Téléformation ; 14 h. 20. Restez donc avec nous ; 17 h. 30. La France est à vous ; 18 h. 5. La bonne heure ; 19 h. 35. Pour les petits ; 19 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : Les lettres volées ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. En bien... raconte ; 20 h. 30. FILM : LA VENGEANCE AUX DEUX VISAGES, de M. Brando (1969), avec K. Malden, P. Pellicier, K. Jurado. (Rediffusion).
20 h. 30. **Chien** des années 30, un disparu et son maître à remonter le temps ; 19 h. 5. Les animaux du monde ; 20 h. 30. FILM : ANTOINE ET SEBASTIEN, de J.-M. Ferrer (1973), avec F. Pellerin, J. Dutronc, O. Piccolo, K. Carradine, M. Pavan ; 21 h. 5. Un homme de soixante-cinq ans a fait de son fils adoptif son ami et son complice. Il veut le marier à une jeune fille qui vient de tomber amoureuse d'un Américain. Comédie psychologique et sentimentale dans une France provinciale au charme fascinant. 22 h. 5. Un amusant face-à-face François Truffaut et Jacques Dutronc.

CHAINE II : A2
12 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Feuilleton : Ne le dites pas avec des roses ; 14 h. 5. Anjou d'aujourd'hui, madame (à 15 h. 5. Série : Les Jours de Mme Girault) ; 16 h. 5. Anjou d'aujourd'hui, madame ; 17 h. 35. Chronique : Les histoires de l'histoire ; 18 h. 5. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Jeu : La tréfilerie ; 20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55. Alain Decaux raconte : La 18 Brumaire ; 22 h. 50. Polémique : L'humour sur le feu, par Ph. Bourdieu (Les troisièmes Aes).
20 h. 30. **Chien** des années 30, un disparu et son maître à remonter le temps ; 19 h. 5. Les animaux du monde ; 20 h. 30. FILM : ANTOINE ET SEBASTIEN, de J.-M. Ferrer (1973), avec F. Pellerin, J. Dutronc, O. Piccolo, K. Carradine, M. Pavan ; 21 h. 5. Un homme de soixante-cinq ans a fait de son fils adoptif son ami et son complice. Il veut le marier à une jeune fille qui vient de tomber amoureuse d'un Américain. Comédie psychologique et sentimentale dans une France provinciale au charme fascinant. 22 h. 5. Un amusant face-à-face François Truffaut et Jacques Dutronc.

FRANCE-CULTURE
7 h. 2. Pointe ininterrompue : A. Chouraqui (reprise à 14 h. 15. 22 h. 30. 30) ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. 5. Les chemins de la connaissance : Les gens de la Caronne (le feu, son cours, ses crues) ; 9 h. 30. L'homme face à la machine (de l'homme à la machine, de l'homme à la machine) ; 10 h. 45. Le texte et la marge : « Le Front dans les nuages », de H. Troyat ; 11 h. 2. En direct du Festival de Royan : Concert des Percussions de Strasbourg (E. Dufourt) ; 12 h. 5. Allerg ; 13 h. 5. Les interprètes : « Chansons populaires » ; « Le Tricorne » ; « Concerto pour clarinette » ; « Les Hommes » ; 0 h. 5. 5. musicien dans la nuit : Musir Bachin.

FRANCE-MUSIQUE
7 h. 5. Quotidien musical : en direct du Royan, par Ph. Gaillet ; 9 h. 5. Musique : « Les interprètes : « Chansons populaires » ; « Le Tricorne » ; « Concerto pour clarinette » ; « Les Hommes » ; 0 h. 5. 5. musicien dans la nuit : Musir Bachin.

Les écrans francophones

Lundi 4 avril
Quatre et Paix ; 22 h. 15. La genèse et les hommes.
Mardi 5 avril
TELE-LUXEMBOURG : 20 h. 30. **Chien** des années 30, un disparu et son maître à remonter le temps ; 19 h. 5. Les animaux du monde ; 20 h. 30. FILM : ANTOINE ET SEBASTIEN, de J.-M. Ferrer (1973), avec F. Pellerin, J. Dutronc, O. Piccolo, K. Carradine, M. Pavan ; 21 h. 5. Un homme de soixante-cinq ans a fait de son fils adoptif son ami et son complice. Il veut le marier à une jeune fille qui vient de tomber amoureuse d'un Américain. Comédie psychologique et sentimentale dans une France provinciale au charme fascinant. 22 h. 5. Un amusant face-à-face François Truffaut et Jacques Dutronc.

RADIO-TELEVISION

Jeudi 7 avril

CHAÎNE I : TF1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Magazine ; Midi première ; 13 h. 35, Émissions régionales ; 13 h. 50, Magazine ; Objectif santé ; 14 h. 30, Téléfilm : « Tokat Tour », 15 h. 15, A la bonne heure ; 15 h. 35, Pour les petits ; 15 h. 40, L'île aux enfants ; 15 h. 55, Feuilleton : Les lettres volées ; 16 h. 43, Une minute pour les femmes ; 16 h. 45, Eh bien... raconte !

20 h. 30, Série : La ligne de démarcation, d'après le colonel Bémis, réal. J. Bréaud, avec Ch. Barbier, F. Ulysse, M. Tréviers, M. Bedetti.

Au début de 1942, la France est divisée en deux par la ligne de démarcation qui doit franchir en fraude, pour quitter la zone occupée, tous les prisonniers, résistants, Juifs, etc. Premier épisode : Raymond, « pasteur » dans le Oher.

21 h. 30, Magazine d'actualité : Soixante minutes pour convaincre (vous ne savez pas vous soigner) ; Avec le support

CHAÎNE II : A2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton

leton : Ne le dites pas avec des... 14 h. 5, Aujourd'hui, madame... ; 15 h. 5, FILM : CEST ARRIVÉ DEMAIN, de R. Clair (1945), avec D. Fowell, L. Darnell, J. Oakie, E. Kennedy, J. Philibert (rediffusion, N.J.).

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Émission réservée au Parlement ; Le Sénat ; 20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

20 h. 30, Téléfilm : « 1936 ou la Mémoire d'un peuple », réal. Cl. Santelli, avec S. Flon, M. Bouquet, M. Lonsdale, F. Prier, P. Vaneck.

En 1936, un jeune journaliste new-yorkais, reporter, pendant trois jours, doit de produire le lendemain.

conteste historique qui provoque l'émotion et la participation du spectateur, César 75 du meilleur film, du meilleur acteur (Nobél) et de la meilleure musique de film (François de Bonhôte).

FRANCE-CULTURE

14 h. 2, Poésie interrompue : A. Chouanqui (reprise) ; 14 h. 19, 33, 35, 37, 39, 41, 43, 45, 47, 49, 51, 53, 55, 57, 59, 61, 63, 65, 67, 69, 71, 73, 75, 77, 79, 81, 83, 85, 87, 89, 91, 93, 95, 97, 99, 101, 103, 105, 107, 109, 111, 113, 115, 117, 119, 121, 123, 125, 127, 129, 131, 133, 135, 137, 139, 141, 143, 145, 147, 149, 151, 153, 155, 157, 159, 161, 163, 165, 167, 169, 171, 173, 175, 177, 179, 181, 183, 185, 187, 189, 191, 193, 195, 197, 199, 201, 203, 205, 207, 209, 211, 213, 215, 217, 219, 221, 223, 225, 227, 229, 231, 233, 235, 237, 239, 241, 243, 245, 247, 249, 251, 253, 255, 257, 259, 261, 263, 265, 267, 269, 271, 273, 275, 277, 279, 281, 283, 285, 287, 289, 291, 293, 295, 297, 299, 301, 303, 305, 307, 309, 311, 313, 315, 317, 319, 321, 323, 325, 327, 329, 331, 333, 335, 337, 339, 341, 343, 345, 347, 349, 351, 353, 355, 357, 359, 361, 363, 365, 367, 369, 371, 373, 375, 377, 379, 381, 383, 385, 387, 389, 391, 393, 395, 397, 399, 401, 403, 405, 407, 409, 411, 413, 415, 417, 419, 421, 423, 425, 427, 429, 431, 433, 435, 437, 439, 441, 443, 445, 447, 449, 451, 453, 455, 457, 459, 461, 463, 465, 467, 469, 471, 473, 475, 477, 479, 481, 483, 485, 487, 489, 491, 493, 495, 497, 499, 501, 503, 505, 507, 509, 511, 513, 515, 517, 519, 521, 523, 525, 527, 529, 531, 533, 535, 537, 539, 541, 543, 545, 547, 549, 551, 553, 555, 557, 559, 561, 563, 565, 567, 569, 571, 573, 575, 577, 579, 581, 583, 585, 587, 589, 591, 593, 595, 597, 599, 601, 603, 605, 607, 609, 611, 613, 615, 617, 619, 621, 623, 625, 627, 629, 631, 633, 635, 637, 639, 641, 643, 645, 647, 649, 651, 653, 655, 657, 659, 661, 663, 665, 667, 669, 671, 673, 675, 677, 679, 681, 683, 685, 687, 689, 691, 693, 695, 697, 699, 701, 703, 705, 707, 709, 711, 713, 715, 717, 719, 721, 723, 725, 727, 729, 731, 733, 735, 737, 739, 741, 743, 745, 747, 749, 751, 753, 755, 757, 759, 761, 763, 765, 767, 769, 771, 773, 775, 777, 779, 781, 783, 785, 787, 789, 791, 793, 795, 797, 799, 801, 803, 805, 807, 809, 811, 813, 815, 817, 819, 821, 823, 825, 827, 829, 831, 833, 835, 837, 839, 841, 843, 845, 847, 849, 851, 853, 855, 857, 859, 861, 863, 865, 867, 869, 871, 873, 875, 877, 879, 881, 883, 885, 887, 889, 891, 893, 895, 897, 899, 901, 903, 905, 907, 909, 911, 913, 915, 917, 919, 921, 923, 925, 927, 929, 931, 933, 935, 937, 939, 941, 943, 945, 947, 949, 951, 953, 955, 957, 959, 961, 963, 965, 967, 969, 971, 973, 975, 977, 979, 981, 983, 985, 987, 989, 991, 993, 995, 997, 999, 1001, 1003, 1005, 1007, 1009, 1011, 1013, 1015, 1017, 1019, 1021, 1023, 1025, 1027, 1029, 1031, 1033, 1035, 1037, 1039, 1041, 1043, 1045, 1047, 1049, 1051, 1053, 1055, 1057, 1059, 1061, 1063, 1065, 1067, 1069, 1071, 1073, 1075, 1077, 1079, 1081, 1083, 1085, 1087, 1089, 1091, 1093, 1095, 1097, 1099, 1101, 1103, 1105, 1107, 1109, 1111, 1113, 1115, 1117, 1119, 1121, 1123, 1125, 1127, 1129, 1131, 1133, 1135, 1137, 1139, 1141, 1143, 1145, 1147, 1149, 1151, 1153, 1155, 1157, 1159, 1161, 1163, 1165, 1167, 1169, 1171, 1173, 1175, 1177, 1179, 1181, 1183, 1185, 1187, 1189, 1191, 1193, 1195, 1197, 1199, 1201, 1203, 1205, 1207, 1209, 1211, 1213, 1215, 1217, 1219, 1221, 1223, 1225, 1227, 1229, 1231, 1233, 1235, 1237, 1239, 1241, 1243, 1245, 1247, 1249, 1251, 1253, 1255, 1257, 1259, 1261, 1263, 1265, 1267, 1269, 1271, 1273, 1275, 1277, 1279, 1281, 1283, 1285, 1287, 1289, 1291, 1293, 1295, 1297, 1299, 1301, 1303, 1305, 1307, 1309, 1311, 1313, 1315, 1317, 1319, 1321, 1323, 1325, 1327, 1329, 1331, 1333, 1335, 1337, 1339, 1341, 1343, 1345, 1347, 1349, 1351, 1353, 1355, 1357, 1359, 1361, 1363, 1365, 1367, 1369, 1371, 1373, 1375, 1377, 1379, 1381, 1383, 1385, 1387, 1389, 1391, 1393, 1395, 1397, 1399, 1401, 1403, 1405, 1407, 1409, 1411, 1413, 1415, 1417, 1419, 1421, 1423, 1425, 1427, 1429, 1431, 1433, 1435, 1437, 1439, 1441, 1443, 1445, 1447, 1449, 1451, 1453, 1455, 1457, 1459, 1461, 1463, 1465, 1467, 1469, 1471, 1473, 1475, 1477, 1479, 1481, 1483, 1485, 1487, 1489, 1491, 1493, 1495, 1497, 1499, 1501, 1503, 1505, 1507, 1509, 1511, 1513, 1515, 1517, 1519, 1521, 1523, 1525, 1527, 1529, 1531, 1533, 1535, 1537, 1539, 1541, 1543, 1545, 1547, 1549, 1551, 1553, 1555, 1557, 1559, 1561, 1563, 1565, 1567, 1569, 1571, 1573, 1575, 1577, 1579, 1581, 1583, 1585, 1587, 1589, 1591, 1593, 1595, 1597, 1599, 1601, 1603, 1605, 1607, 1609, 1611, 1613, 1615, 1617, 1619, 1621, 1623, 1625, 1627, 1629, 1631, 1633, 1635, 1637, 1639, 1641, 1643, 1645, 1647, 1649, 1651, 1653, 1655, 1657, 1659, 1661, 1663, 1665, 1667, 1669, 1671, 1673, 1675, 1677, 1679, 1681, 1683, 1685, 1687, 1689, 1691, 1693, 1695, 1697, 1699, 1701, 1703, 1705, 1707, 1709, 1711, 1713, 1715, 1717, 1719, 1721, 1723, 1725, 1727, 1729, 1731, 1733, 1735, 1737, 1739, 1741, 1743, 1745, 1747, 1749, 1751, 1753, 1755, 1757, 1759, 1761, 1763, 1765, 1767, 1769, 1771, 1773, 1775, 1777, 1779, 1781, 1783, 1785, 1787, 1789, 1791, 1793, 1795, 1797, 1799, 1801, 1803, 1805, 1807, 1809, 1811, 1813, 1815, 1817, 1819, 1821, 1823, 1825, 1827, 1829, 1831, 1833, 1835, 1837, 1839, 1841, 1843, 1845, 1847, 1849, 1851, 1853, 1855, 1857, 1859, 1861, 1863, 1865, 1867, 1869, 1871, 1873, 1875, 1877, 1879, 1881, 1883, 1885, 1887, 1889, 1891, 1893, 1895, 1897, 1899, 1901, 1903, 1905, 1907, 1909, 1911, 1913, 1915, 1917, 1919, 1921, 1923, 1925, 1927, 1929, 1931, 1933, 1935, 1937, 1939, 1941, 1943, 1945, 1947, 1949, 1951, 1953, 1955, 1957, 1959, 1961, 1963, 1965, 1967, 1969, 1971, 1973, 1975, 1977, 1979, 1981, 1983, 1985, 1987, 1989, 1991, 1993, 1995, 1997, 1999, 2001, 2003, 2005, 2007, 2009, 2011, 2013, 2015, 2017, 2019, 2021, 2023, 2025, 2027, 2029, 2031, 2033, 2035, 2037, 2039, 2041, 2043, 2045, 2047, 2049, 2051, 2053, 2055, 2057, 2059, 2061, 2063, 2065, 2067, 2069, 2071, 2073, 2075, 2077, 2079, 2081, 2083, 2085, 2087, 2089, 2091, 2093, 2095, 2097, 2099, 2101, 2103, 2105, 2107, 2109, 2111, 2113, 2115, 2117, 2119, 2121, 2123, 2125, 2127, 2129, 2131, 2133, 2135, 2137, 2139, 2141, 2143, 2145, 2147, 2149, 2151, 2153, 2155, 2157, 2159, 2161, 2163, 2165, 2167, 2169, 2171, 2173, 2175, 2177, 2179, 2181, 2183, 2185, 2187, 2189, 2191, 2193, 2195, 2197, 2199, 2201, 2203, 2205, 2207, 2209, 2211, 2213, 2215, 2217, 2219, 2221, 2223, 2225, 2227, 2229, 2231, 2233, 2235, 2237, 2239, 2241, 2243, 2245, 2247, 2249, 2251, 2253, 2255, 2257, 2259, 2261, 2263, 2265, 2267, 2269, 2271, 2273, 2275, 2277, 2279, 2281, 2283, 2285, 2287, 2289, 2291, 2293, 2295, 2297, 2299, 2301, 2303, 2305, 2307, 2309, 2311, 2313, 2315, 2317, 2319, 2321, 2323, 2325, 2327, 2329, 2331, 2333, 2335, 2337, 2339, 2341, 2343, 2345, 2347, 2349, 2351, 2353, 2355, 2357, 2359, 2361, 2363, 2365, 2367, 2369, 2371, 2373, 2375, 2377, 2379, 2381, 2383, 2385, 2387, 2389, 2391, 2393, 2395, 2397, 2399, 2401, 2403, 2405, 2407, 2409, 2411, 2413, 2415, 2417, 2419, 2421, 2423, 2425, 2427, 2429, 2431, 2433, 2435, 2437, 2439, 2441, 2443, 2445, 2447, 2449, 2451, 2453, 2455, 2457, 2459, 2461, 2463, 2465, 2467, 2469, 2471, 2473, 2475, 2477, 2479, 2481, 2483, 2485, 2487, 2489, 2491, 2493, 2495, 2497, 2499, 2501, 2503, 2505, 2507, 2509, 2511, 2513, 2515, 2517, 2519, 2521, 2523, 2525, 2527, 2529, 2531, 2533, 2535, 2537, 2539, 2541, 2543, 2545, 2547, 2549, 2551, 2553, 2555, 2557, 2559, 2561, 2563, 2565, 2567, 2569, 2571, 2573, 2575, 2577, 2579, 2581, 2583, 2585, 2587, 2589, 2591, 2593, 2595, 2597, 2599, 2601, 2603, 2605, 2607, 2609, 2611, 2613, 2615, 2617,

Vie religieuse et religion populaire

Union paritaire des journaux
publications : n° 57637.

l'émotion. Le jeune champion de France ne se montra pas ici sous son meilleur jour, le remous qu'il y a une quinzaine à la cérémonie d'Orgelz, dont il partageait l'honneur avec un autre champion, l'ayant battu, les Britanniques, qui ont eu une longue période de succès en France, sur la scène entraînée par le public — déjà ! — Harvey, l'homme le plus comptant plus son pays, et son pied insubordi-

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SIDÉRURGIE

Usinor va supprimer 3 720 emplois dont 3 000 à Thionville

Les dirigeants du groupe sidérurgique Usinor ont annoncé, vendredi 1^{er} avril, à leur comité central d'entreprise, la suppression de 3 720 emplois, dont 3 000 à Thionville et 720 à Louvroil, dans la vallée de la Sambre. Ces décisions, prises dans le cadre d'un plan national de restructuration de la sidérurgie française, entraînent, pour Usinor, à la fois un retrait partiel de la Lorraine et l'abandon de certaines fabrications très fortement concurrentielles comme les petits fers marchands (cornières, profilés, ronds à béton). Elles ont provoqué de très vives réactions de la part des syndicats. Les organisations C.G.T. et C.F.D.T. de la métallurgie, de la sidérurgie et des mines de fer de Lorraine ont décidé et appelé à des manifestations et à des débrayages pendant la semaine du 4 au 9 avril. De son côté, la fédération de Moselle du parti communiste affirme : « Pas une vis, pas un écrou ne devront être démontés sur les installations, même s'il faut aller jusqu'à l'occupation de l'usine. »

C'est donc décidé : Usinor ferme les quatre cinquièmes de ses installations de Thionville, « aux journaux, aciérie, laminatoire, et n'y laisse que son aciérie électrique et sa forge. Sur trois mille huit cents personnes employées, huit cents seulement resteront sur place. Le message qui planait sur cette unité depuis une première réunion du comité central d'entreprise le 18 février dernier se traduit par une exécution. Quant à l'usine de Louvroil, qui ne comprend que des laminaires, elle est totalement arrêtée.

Les dirigeants d'Usinor justifient ces mesures par la nécessité absolue d'assurer la survie du groupe, qui a perdu, en 1976, 1 245 millions sur un chiffre d'affaires de 10 milliards, après un déficit de 1 222 millions de francs en 1976 et une perte probable de 1 200 millions en 1977, compte tenu du marasme actuel de la sidérurgie européenne (« le Monde de l'économie » daté 29 mars 1977). Ayant passé en revue les fabrications du groupe, ils ont constaté que sa grande spécialité, les « produits plats » (dites minces) destinés essentiellement à l'automobile, à l'électro-ménager, à l'emballage, à l'acier, restait compétitive, avec des unités implantées à Denain, Creil-Montataire et Dunkerque.

L'activité « tôles fortes » reste néanmoins très mauvaise, en raison de la chute des commandes dans les chantiers navals et les fabrications de tubes ; aussi le doublement de la tôle forte de Dunkerque, qui avait été prévu dans le plan d'investissement de 1976, avec un coût de 650 millions de francs du P.D.R.E., ne sera pas effectué.

Dans le secteur des « produits longs » (laminés et tréfilés), la situation est devenue critique, suite de la stagnation des industries d'équipement, de la construc-

tion (ronds à béton), et de la concurrence étrangère tant des usines « sautoires » de la région de Brescia que des importations croissantes en provenance des pays tiers (Espagne, Afrique du Sud, etc.). Usinor a donc décidé d'abandonner complètement la fabrication des petits fers marchands (cornières, petits profilés), que par exemple Saurat, son puissant voisin lorrain, a développé une spécialité et qui pourrait effectuer à sa place.

Seules seront conservées les fabrications de fil machine dans l'usine de Longwy, avec ses deux laminaires modernes à fil et à profilés, celles de profilés à Valenciennes-Tréhi, et la mini-usine de Porcheville, sur la Seine, pour les ronds à béton.

Sur le plan social, les conséquences de la suppression de 3 720 emplois seront limitées par la mise à la retraite anticipée (à cinquante-six ans huit mois) de 1 100 personnes, tant à Longwy qu'à Thionville, par la mise à la retraite anticipée et par des mutations à Dunkerque ou à Fos. Mais le cas de 1 200 personnes n'est pas réglé, ce qui laisse entendre qu'elles pourraient être licenciées. Leur sort doit être évoqué au cours de discussions paritaires entre le patronat et les syndicats qui doivent aboutir avant le 15 avril au plan national.

On notera que pour la Lorraine le pire n'est pas encore annoncé, puisque sur les 14 000 suppressions d'emplois prévues le groupe Saurat compte pour 9 000.

Le problème d'Usinor était relativement « simple » par rapport à celui qui se pose à son voisin, et l'ampleur des réactions, déjà très forte, ne fera que croître. Les syndicats ont envisagé l'occupation des usines.

F. R.

La politique d'assainissement économique sera poursuivie

(Suite de la première page.) Pour les jeunes, des mesures vont être annoncées : amélioration de la formation professionnelle, incitation à l'embauche dans l'artisanat, les petites et moyennes entreprises. Le gouvernement va tenter aussi de redresser la situation de la Bourse, fort déprimée.

Certains des objectifs visés par M. Barre pourraient être atteints plus vite que prévu. Ainsi, l'augmentation des salaires se serait très nettement ralentie depuis le début de l'année. L'INSEE doit publier dans les prochains jours les premiers résultats d'une enquête menée quatre fois par an auprès des chefs d'entreprise. Une des questions posées aux industriels concerne l'évolution des salaires. L'après les réponses fournies, ceux-ci ont augmenté de 2,8 % pendant la période de quatre mois - 1^{er} novembre 1976-1^{er} mars 1977 - soit une augmentation de 0,7 % par mois.

Pour conclure que le rythme d'augmentation des salaires n'est plus que de 8,4 % l'an, ce qui constituerait un coup de frein notable par rapport aux rythmes des années précédentes : 15 % environ en 1975 et en 1976.

Les chiffres de l'INSEE doivent être interprétés avec prudence. L'expérience montre en effet que les résultats de l'enquête ne correspondent pas exactement aux augmentations réelles des salaires. Les entreprises ont tendance à augmenter les salaires moins vite que les salaires ouvriers.

Cela étant dit, si l'on compare les réponses faites à la même enquête de l'INSEE à un an d'intervalle, on s'aperçoit qu'un freinage important s'est bien produit : + 8,8 % pendant la période de quatre mois le novembre 1976-1^{er} mars 1977, contre 2,8 % pendant la période du 1^{er} novembre 1976-1^{er} mars 1977.

Si le coup de frein est indéniable, quelle est son ampleur exacte ? On peut penser qu'il a été important, car ce chiffre de 2,8 % recouvre deux périodes fort distinctes.

Pendant les deux derniers mois de l'année 1976, les hausses de salaires ont été encore fortes. Les recommandations de M. Barre n'étaient pas applicables en raison des engagements pris anté-

rieurement au plan d'assainissement par les employeurs. Les statistiques du ministère du travail ont d'ailleurs confirmé que la progression des salaires s'était au cours du quatrième trimestre 1976 : + 2,3 % (soit un rythme annuel de 1,3 %) contre + 2,7 % au cours du quatrième trimestre 1975.

Pendant les deux premiers mois de l'année 1977 le coup de frein a dû être brutal, les salaires ne progressant plus que d'un pourcentage de hausse équivalent au mode « à l'augmentation du coût de la vie : c'est-à-dire légèrement supérieur à 2 % (1).

Si tel est bien le résultat, ce changement de comportement aura des conséquences extrêmement importantes pour l'économie française.

De deux choses l'une, en effet. Ou les Français acceptent de voir leurs salaires nominaux progresser en moyenne presque deux fois moins vite que ces dernières années, et le plan Barre de formation des entreprises sociales peut être mis en œuvre.

On peut alors se demander si M. Barre n'apporte pas aux salariés - avec un net ralentissement de l'inflation - les preuves que leurs efforts ne sont pas consentis en pure perte. Or, nombre des demandeurs d'emploi aurait - selon les calculs de la C.F.D.T. et de F.O. - dépassé, en mars, le cap du million (après correction des variations saisonnières) pour la première fois depuis la guerre. Usinor va supprimer trente-huit mille emplois.

Il y a, bien sûr, une troisième hypothèse, politique : celle-là, le R.P.R. estime que la politique économique menée par M. Barre n'est pas la majorité. Le R.P.R. met alors tout son poids dans la balance pour obtenir une relance importante de l'activité économique.

ALAIN VERNHOLE.

(1) Ces résultats marqueront donc un coup de frein encore plus net que celui qui nous est indiqué dans le Monde du 31 mars.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Plusieurs entreprises occupées par des grévistes sont évacuées par la police

Durcissement des pouvoirs publics ? Les ordonnances d'expulsion sont désormais appliquées avec une plus grande célérité. C'est le cas au centre Barbes de la B.N.P. à Paris (lire ci-dessous). A Croissy-sur-Seine, où les cent quatre-vingts ouvriers de la fromagerie Bourlain, en grève avec occupation depuis le 24 mars, pour l'application normale des heures du travail, ont été évacués par la police dans la nuit du 31 mars au 1^{er} avril. Aux Pâtisseries et Pâtisseries de Brest-Braye, dans la Sarthe (trois cents salariés), deux pelotons de gendarmes ont occupé vendredi 1^{er} avril, à 6 heures du matin, le piquet de grève qui occupait l'usine depuis le 9 mars pour appuyer des revendications salariales.

Par ailleurs, de nombreux mouvements de grèves, parfois avec occupation, se poursuivent dans tout le pays. Ainsi, à l'usine D.B.A.-Lockheed d'Ivry (accessoires auto), les ouvriers occupent l'entreprise depuis le 10 mars, à l'appel de la C.G.T. de Brest-Braye, contre « la détérioration des machines » et l'envoie de travaux en sous-traitance. A Saint-Etienne-du-Rouvray, près de Rouen, les ouvriers des établissements De-ruidier et Cail (construction métallique) ont décidé, suite au dépôt de bilan, d'occuper les ateliers par roulement afin de « préserver leur outil de travail ». A Marseille, les deux cent vingt ouvriers de la société des Tréfileries et Laminations de la Méditerranée sont en grève depuis le 20 mars pour obtenir une amélioration de leurs conditions de travail et une augmentation de salaire de 8 %.

A Rennes, près de la moitié des quatre cents employés de la Ban-

que populaire de l'Ouest poursuivent depuis mercredi 30 mars une grève pour exiger « l'abrogation des mesures discriminatoires existant entre les salariés masculins et féminins » et une augmentation des effectifs et des salaires.

D'autre part, vendredi 1^{er} avril, en début d'après-midi, trois cents travailleurs du Parisien libre ont occupé la cour du ministère du travail pour exiger la reprise des contacts avec M. Seillière. Enfin, jeudi 31 mars, à l'appel de la C.F.D.T. et de la C.G.T., plusieurs milliers de travailleurs du groupe Thomson ont occupé le travail pour s'opposer aux licenciements d'ouvriers, de techniciens et de cadres décidés aux usines d'Air-en-Provence et de Salut-Épave, près de Grenoble.

MONNAIES

LES COURONNES SUÉDOISE NORVÉGIENNE ET DANOISE SONT DÉVALUÉES

Réunis vendredi soir, 1^{er} avril, à Bruxelles, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des sept pays européens, dont les devises sont liées par l'accord monétaire appelé « serpent », ont décidé de dévaluer la couronne suédoise de 6 % et les couronnes norvégienne et danoise de 3 %. Cette décision a été prise à la demande de la Suède. Les nouvelles parités des devises scandinaves entrèrent en vigueur à compter du lundi 4 avril. Un porte-parole de la Commission européenne - qui n'avait pas été mis dans le secret - a déclaré que la concertation en matière de politique des changes n'avait pas fonctionné.

La dévaluation des trois couronnes scandinaves, annoncée après la fermeture des marchés des changes européens, a surpris les spécialistes. Aucune tension au sein du « serpent », monétaire ne s'était en effet manifestée ces dernières semaines.

La Suède a été à l'origine de la manipulation monétaire qui vient d'intervenir. Ce pays, dont le taux d'inflation annuel est supérieur à 10 %, éprouve des difficultés de plus en plus grandes à équilibrer ses échanges extérieurs. Une dévaluation de la couronne était recommandée par plus d'un expert, et cette solution a finalement été retenue par le gouvernement. Les relations commerciales entre les pays scandinaves sont très étroites, une modification de la parité de la couronne suédoise ne pouvait qu'entraîner un réajustement des deux autres couronnes.

A Copenhague, l'irritation est vive. Le ministre de l'économie lui-même a déclaré que le moment lui semblait « mal choisi », nous indique notre correspondant Camille Olsen. Pour les responsables de l'agriculture, ce réajustement ne pourra avoir un effet bénéfique que si la « couronne verte » est aussi dévaluée.

A Stockholm, l'opposition sociale-démocrate a critiqué la décision prise à Bruxelles, nous indique notre correspondant Alain Deboue. « C'est un coup d'échec », a déclaré M. Olof Palme. Le gouvernement présentera, dès le 4 avril, des mesures complémentaires, notamment la dévaluation de 3 % de la T.V.A. pour freiner la consommation.

(1) Les deux grévistes de la faim - qui en sont à leur troisième jour - se sont installés dans les locaux de la Confédération C.F.D.T.

NOUVELLE EXPULSION DES GRÉVISTES DE LA B.N.P.-BARBES À PARIS

Pour la seconde fois depuis le début du conflit qui a commencé le 10 mars dernier au centre industriel de la B.N.P. à Paris, des grévistes ont été évacués par la police. Cette intervention a eu lieu sans incident (1). Elle a suivi à un jour près la décision - prise par le tribunal de grande instance de Paris, M. Just-Tard, rendue la veille en fin d'après-midi devant l'impossibilité de rapprocher les points de vue.

Avant l'intervention des forces de l'ordre à la B.N.P.-Barbes, les quatre syndicats des banques (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C.) s'étaient rencontrés, vendredi après-midi, pour examiner une proposition de la C.G.T. d'appeler jeudi 30 avril, à 15 heures, les employés de la B.N.P. à voter un nouveau rassemblement au carrefour de la Chaussée-d'Antin, « afin de défendre les grévistes et protester contre les atteintes aux libertés dans les banques ». Sans opposer à cette proposition, la C.F.D.T. a aussi lancé l'idée d'une grève nationale de vingt-quatre heures de l'ensemble des B.N.P. mercredi 5 avril. Dans les deux cas, les décisions doivent être prises lundi 4 avril. Signaux par ailleurs que l'union départementale C.F.D.T. de Paris a invité les employés de la B.N.P. à voter « toutes relations commerciales » avec elle et à « solder leurs comptes pendant la durée du conflit ».

(1) Les deux grévistes de la faim - qui en sont à leur troisième jour - se sont installés dans les locaux de la Confédération C.F.D.T.

MARCHÉ COMMUN

LES VENTES DE BEURRE AUX PAYS DE L'EST Il est nécessaire de poursuivre la politique d'exportation

déclare le commissaire chargé des affaires agricoles

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les mesures prises par la Commission européenne pour surveiller les exportations de beurre et interdire de nouvelles ventes substantielles aux pays de l'Est sont provisoires. Nous les avons prises parce que le conseil des ministres ne s'est pas encore mis d'accord sur la politique de prix durant la prochaine campagne et que de ce fait nous ne savons pas exactement de quels crédits nous disposerons pour gérer le Marché commun agricole au cours des mois à venir. Mais comme les stocks de beurre vont augmenter, il sera nécessaire de poursuivre la politique d'exportations vers les pays tiers. Avant de le faire, il faut cependant savoir si le conseil réglera la note. Telles sont en substance les explications données vendredi 1^{er} avril au cours d'une conférence de presse par M. Gundelach, commissaire chargé des affaires agricoles.

Sont-elles rassurantes ? Certes, M. Gundelach affirme que, à son avis, « on ne doit pas limiter les ventes sur le marché extérieur », et il admet que « c'est une des méthodes les moins coûteuses » pour résorber les excédents. Mais il ajoute : « Je dois éviter d'accepter des transactions qui mettraient en danger mon équilibre budgétaire. » C'est là une argumentation contestable.

Le budget, 1977 existe. Il est conçu pour faire jouer normalement la politique d'exportations agricoles de la C.E.E. Il se trouve que les ministres de l'agriculture s'orientent vers l'adoption de mesures coûteuses pour le Fonds européen (FEOGA) comme le financement intégral d'une forte subvention pour favoriser la consommation de beurre dans le Royaume-Uni. La mise en œuvre de ces mesures nécessitera l'approbation d'un budget supplémentaire. M. Gundelach a l'air de dire « si les ministres rognent sur ce budget supplémentaire, on ne pourra pas tout faire, il faudra opérer des arbitrages et probablement réduire les subventions aux exportations ».

Un tel raisonnement risque de cautionner un éventuel changement de politique. La politique d'exportation, grâce à des « restitutions », existe. C'est une des données de base du Marché commun agricole. Sauf décision explicite du conseil, elle n'a pas à être remise en cause. En revanche, l'aide massive à la consommation est une tentative nouvelle. C'est pour la rendre possible que des crédits supplémentaires sont nécessaires. Si, d'aventure, le conseil limitait ces crédits, c'est cette politique d'aide à la consommation qu'il faudrait concevoir de manière moins ambitieuse, et non la politique d'exportation existante.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

COMMERCE EXTÉRIEUR

M. CARTER REJETTE UN RELEVEMENT DES TARIFS DOUANIERS SUR LES IMPORTATIONS DE CHAUSSURES

Washington (A.F.P.). — Le président Jimmy Carter a rejeté vendredi 1^{er} avril les propositions de relèvement du tarif douanier américain sur les importations de chaussures. Il a donné l'instruction à son représentant spécial pour les négociations commerciales, M. Robert Strauss, de négocier des accords de commercialisation ordonnés avec les fournisseurs appropriés, Formosa et la Corée du Sud. M. Carter présentera au Congrès d'ici quatre-vingt-dix jours des mesures destinées à faciliter la modernisation de l'industrie américaine de la chaussure.

La commission américaine du commerce international avait recommandé en janvier que les arrivages de chaussures étrangères, qui représentent plus de 40 % de la consommation, soient frappés de droits de douane supplémentaires au-delà d'un contingent de 296 millions de paires. Elle avait également préconisé en mars une protection douanière contre les importations de chaussures en couleurs et de sucs.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Industrie et de l'Energie

Société Nationale de l'Électricité et du Gaz

SONELGAZ

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La SONELGAZ lance un appel d'offres international pour la fourniture de 150.000 (CENT SOIXANTE MILLE) isolateurs en céramique ou en verre trempé pour lignes aériennes de distribution d'énergie MT.

Pour le retrait du dossier de spécifications techniques, les constructeurs intéressés devront s'adresser à :

SONELGAZ
DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS
Service ACHATS
2, boulevard Salah BOUAKOUIR - ALGER
Immeuble B - 1^{er} étage

Les offres devront parvenir à SONELGAZ au plus tard le 30 avril 1977, date de clôture du dossier.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ DES TRANSPORTS

Société Nationale des Transports de Voyageurs

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé pour la fourniture de la Société Nationale des Transports de Voyageurs (S.N.T.V.) de :

- 1^{er} lot : 340 autocars « suburbains » ;
- 2nd lot : 30 autocars 23-28 places assises ;
- 3rd lot : 11 autocars « type Safari » 30-35 places.

Ces lots peuvent faire l'objet d'une soumission globale ou séparée. Les constructeurs intéressés doivent retirer ou se faire envoyer le cahier des prescriptions spéciales en le demandant à :

S.N.T.V. - DIRECTION GÉNÉRALE
Route Nationale n° 5 - Zone Industrielle - ROUBA.

Les offres, rédigées en langue française, doivent parvenir à l'adresse ci-dessus indiquée le 24 avril 1977 à 18 heures au plus tard, sous double pli cacheté, l'enveloppe intérieure portant en rouge :

Soumission pour autocars (ne pas ouvrir).

Les soumissionnaires seront engagés par leurs offres pendant quatre vingt-dix jours (90).

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES MOUDJAHIDINE

COOPEMAD - CONFISERIE - CHOCOLATERIE

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le présent appel d'offres est lancé pour la fourniture d'équipements destinés à la réalisation d'une chocolaterie ultra-moderne d'une capacité de 1.500 à 2.000 tonnes de produits finis en chocolat de différents types.

Les sociétés intéressées peuvent soumissionner pour partie ou totalité des équipements.

Les offres complètes devront être adressées à COOPEMAD - R.G.O. ; boîte postale n° 1, DRARIA, Alger (ALGÉRIE) au plus tard un mois après la parution du présent avis d'appel d'offres, le cachet de la poste en faisant foi.

LA VIE ÉCONOMIQUE

Secteur nationalisé et Sécurité sociale

La C.F.D.T. va rencontrer la C.G.T. pour préparer une double riposte

Les dirigeants de la C.F.D.T. ont annoncé, à l'issue de la réunion de leur bureau national, les 31 mars et 1^{er} avril, qu'une « riposte rapide et unitaire » sera engagée dans les secteurs public et nationalisés et aussi sur la défense de la Sécurité sociale, pour s'opposer à la politique du gouvernement.

Deux rencontres sont prévues entre la C.G.T. et la C.F.D.T. la première, exploratoire, lundi 4 avril, devrait ensuite permettre aux dirigeants des deux centrales d'aboutir, au cours d'une deuxième réunion, le 7 avril, à des initiatives communes. Trois séries d'actions sont envisagées : un mouvement revendicatif général contre les projets de gouvernement d'accroître le ticket modérateur pour certains médicaments et de modifier certains avantages de la Sécurité sociale ; une riposte

dans les secteurs public et nationalisés contre la politique des salaires, le principe de « grèves totales » ou celui de « grèves échelonnées » n'étant pas encore décidé ; enfin, des actions artérielles dans le secteur privé, au niveau des régions, des branches et des entreprises.

MM. Maire et Mercier n'ont pas caché les divergences qui existent entre C.G.T. et C.F.D.T. sur les modalités de cette action dans le secteur privé. Sans exclusion des « coups de boutoir » au niveau national, la C.F.D.T. entend mener, seule, des actions spécifiques : c'est ainsi que des représentants C.F.D.T. des régions Nord, Lorraine, Alsace, et des fédérations de la métallurgie, de l'automobile et des industries chimiques ont été envoyés à Metz le 3 avril pour envisager des initiatives coordonnées sur l'emploi.

M. Edmond Maire, qui a une nouvelle fois souligné que l'heure n'était pas à l'attentisme, a égale-

ment indiqué que la « grande affaire », pour la C.F.D.T., reste l'élaboration d'une « plate-forme revendicative et des objectifs de transformation de la société », afin d'éviter, en cas de succès de la gauche, le piège de l'étatisation.

Interrogé sur la proposition de M. Jeanson (P.S.) et ancien président de la C.F.D.T., d'organiser des manifestations de concertation entre syndicats et partis de gauche (le Monde du 2 avril), M. Maire a répondu que la C.F.D.T. n'était pas du tout favorable à des « pré-négociations » et qu'elle n'entendait pas « participer à la préparation ou à l'élaboration du programme commun ».

Le bureau national de la C.F.D.T. a d'autre part décidé « à l'unanimité d'engager les unions régionales C.F.D.T. à s'opposer dans les comités économiques et sociaux régionaux » après la décision du Conseil d'Etat d'annuler l'attribution de sièges aux syndicats indépendants.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Fermeté du franc et de la livre — Baisse de l'or

Sur des marchés des changes plus actifs, mais calmes, les deux faits les plus saillants de cette semaine ont été la fermeté persistante du franc et de la livre, tandis que le yen confirmait son avance, et que le cours de l'or fléchissait nettement après sa flambée des jours précédents.

Pour sa deuxième semaine après les résultats du second tour des élections municipales, le franc a donc confirmé la ligne de conduite des autorités monétaires, qui pour l'instant, cantonnent le fléchissement du franc à l'intérieur d'une plage comprise entre 4,86 F et 5 F pour un dollar.

Cette bonne tenue de notre monnaie tient essentiellement au fait que les opérateurs ayant, antérieurement, pris des engagements à la baisse du franc, les ont soldés. Ils ont jugé que, dans l'immédiat, les risques de fléchissement étaient peu importants. Le meilleur signe en est le fait que le franc d'aujourd'hui, qui est revenu à celui du marché monétaire sur la même échéance, soit 9 1/2 % - 5 5/8 %. Même l'annonce d'une hausse des prix portée à 0,7 % en février n'a pas entamé cette solidité. Pour beaucoup, il est vrai, ce n'est reculer que pour mieux sauter, et, à l'annonce de la hausse de la Banque d'Angleterre, dans six mois, peut-être. Tout dépendra de la mise en œuvre du fameux plan de douze mois, des réactions des syndicats et des unions de la politique. Beaucoup de choses, en vérité. La livre STERLING, qui s'était redressée la semaine précédente, après le rejet de la motion de censure contre le gouvernement de M. Callaghan, a été très recherchée, à la suite de la présentation du budget. Les demandes d'origine étrangère ont été si pressantes que la Banque d'Angleterre a été contrainte de freiner la hausse de la monnaie britannique en la vendant massivement et en achetant plus de 500 mil-

lions de dollars. Après avoir supprimé, la semaine dernière, les exportations fiscales des non-résidents acquéreurs de fonds d'Etat anglais, elle a réduit à nouveau son taux d'escompte de 10,5 % à 9,5 %, pour tenter d'endiguer le flot (voir ci-dessous). Décidément, c'est une révolution : la Grande-Bretagne, qui, depuis des années, cherchait désespérément à attirer et à retenir les capitaux flottants, s'efforce maintenant de les dissuader d'entrer.

Vendredi soir, les ministres des

huit jours, et 295 yen au début de l'année. Sur le marché de l'or, de fortes ventes bénéficiaires se sont produites dès lundi, après que M. Henry Reuss, président démocrate de la commission bancaire du Sénat des Etats-Unis, ait suggéré de reprendre la vente des stocks américains de métal : aux cours actuels du marché, ces derniers représentaient près de 40 millions de dollars, et pourraient être employés à freiner la hausse de la « religion barbare », aux yeux de M. Reuss.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre (la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	LIVRE	\$ U.S.	FRANC	FRANC	FRANC	FRANC	FRANC	FRANC
			FRANC	FRANC	FRANC	FRANC	FRANC	FRANC
London	—	171,97	2,5003	4,3714	4,1333	62,9382	4,2884	1,326,23
New-York	171,97	—	2,5003	4,3714	4,1333	62,9382	4,2884	1,326,23
Paris	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—
Amsterdam	—	—	—	—	—	—	—	—
Geneve	—	—	—	—	—	—	—	—
Madrid	—	—	—	—	—	—	—	—
Barcelone	—	—	—	—	—	—	—	—
Porto	—	—	—	—	—	—	—	—
Salamanque	—	—	—	—	—	—	—	—
Valence	—	—	—	—	—	—	—	—
Seville	—	—	—	—	—	—	—	—
Malaga	—	—	—	—	—	—	—	—
Granada	—	—	—	—	—	—	—	—
Jaen	—	—	—	—	—	—	—	—
Cordoue	—	—	—	—	—	—	—	—
Sevilla	—	—	—	—	—	—	—	—
Malaga	—	—	—	—	—	—	—	—
Granada	—	—	—	—	—	—	—	—
Jaen	—	—	—	—	—	—	—	—
Cordoue	—	—	—	—	—	—	—	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués sont en contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

finances du « serpent » monétaire ont décidé de dévaluer les trois couronnes scandinaves : la suédoise de 6 %, la norvégienne et la danoise de 3 %. Les nouvelles parités entrèrent en vigueur le 4 avril. (Voir d'autre part.)

Le yen japonais progressa imperceptiblement, notamment vis-à-vis du dollar, qui est tombé cette semaine à son cours le plus bas depuis trois ans, soit 276,35 yen, contre 278 yen il y a

semaines et les Sud-Africains. Autre raison balistique : les propres tentatives de Hongkong par le banquier britannique David Montagu, qui voit le fléchissement des cours de l'or à long terme, tout en estimant que l'écoulement des devises n'a pas encore atteint son point culminant. Ceci s'ajoutant à cela, le cours de l'once est revenu de 183 dollars à 184,30 dollars.

FRANÇOIS RENARD.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Poursuite du mouvement de baisse

MÉTALLS. — Le mouvement de baisse des matières premières s'est poursuivi cette semaine, les cours de l'or, du platine, du palladium et du rhodium ont été, cette semaine encore, peu favorables à l'égard de l'acier. Les nouvelles hausses des stocks du métal échangeable, qui ont été pratiquement nulles, ont été compensées par la distribution d'une prime lors de la reconduction des Etats-Unis des conventions salariales prévues pour le 30 juin.

Le platine a continué à baisser, les cours de l'once sont passés de 1 000 à 980 dollars. Le palladium a également baissé, les cours de l'once sont passés de 1 000 à 980 dollars. Le rhodium a également baissé, les cours de l'once sont passés de 1 000 à 980 dollars.

Les cours du café ont sensiblement fléchi en dépit de l'annonce d'une nette diminution de la production au Brésil (1,5 million de sacs contre 2 millions) et d'une situation économique en Espagne. Les professionnels sont en désaccord quant à la future évolution des cours du café. De fait, selon le directeur de la fédération colombienne du café, les prix ne fléchiront pas avant le mois d'août 1977, voire fin 1977. Tel n'est pas l'avis du département américain de l'agriculture. Selon les experts U.S., les cours du café ont sensiblement amorcé une baisse d'ici à la fin de l'année.

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

du 1^{er} avril 1977

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALLS. — Londres (en sterling par once) : cuivre (wirebase) 134,30 (134,50) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000) ; rhodium 1 000 (1 000) ; étain comptant 5 770 (5 770) ; étain 3 mois 5 710 (5 710) ; plomb 3 mois 394 (394) ; zinc 394 (394) ; aluminium (lingots) 511 (511) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 82/83 inchangé ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 178 (178) ; Singapour (en dollars de Singapour par once) : cuivre 133 (133) ; or 380 (380) ; platine 1 000 (1 000) ; palladium 1 000 (1 000

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
 - ÉGYPTE : la mise en place d'une revue de gauche suscite des réactions au Caire.
2. DIPLOMATIE
3. ASIE
 - LAOS : la lutte avec des guérillas est au premier plan des préoccupations du régime.
3. EUROPE
4. AFRIQUE
 - REPUBLIQUE SUD-AFRI-CAINE : l'opposition critique la politique « raciste » du nouveau budget.
5. AMÉRIQUES
- 5-6. POLITIQUE
 - La formation du second gouvernement de M. Raymond Barre.

LE MONDE AUJOURD'HUI

- Pages 9 à 16
- Au fil de la semaine : Le droit de savoir, par Pierre Vianen-Ponté.
 - Lettre d'Asnières, par Louis Lataillade.
 - L'histoire, par Jean-Marie Mayeur.
 - Un autre monde aux portes de Rome, par Robert Solé.
 - RADIO-TELEVISION : Naissance de la vidéo-transmission en Afrique, par Catherine Guigon ; Exécution de Télé-Vallée, par Jean-Pierre Chabrol ; Le Front populaire de Claude Santelli, par Jacques Siclier.
 - 17. JUSTICE
 - 17. RELIGION
 - Les occupants de Saint-Nicolas-du-Chardonnet devant quitter les lieux dans les dix jours.
 - 17. SPORTS
 - 18-19. ARTS ET SPECTACLES
 - CINÉMA : Rocky, de John G. Avildsen ; les « héros » positifs des films américains.
 - MUSIQUE : le « bel canto » avec Bruce Bawer ; Mozart par le R.E.R.
 - 20. ÉQUIPEMENT
 - Les nouveaux grille-ciel américains.
 - Concorde à New-York.
 - 20. DÉFENSE
 - 21-22. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - Suppressions d'emplois chez Usinor.
 - Dévaluation des couronnes suédoises, danoises et norvégienne.
 - 22-23. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (21 à 24) : Annonces classées (22) ; Aujourd'hui (23) ; Carrel (24) ; « Journal officiel » (23) ; Météo-ronique (20) ; Mots croisés (20).

Le numéro du « Monde » daté 2 avril 1977 a été tiré à 569 999 exemplaires.

Au sommaire du supplément

- EUROPA**
publié dans
Le Monde
de lundi
(daté 5 avril)
- Une interview de M. Roy Jenkins, président de la Commission des Communautés européennes.
 - Un dossier sur la recherche en Europe.
 - Des études sur l'évolution du capitalisme populaire aux États-Unis et sur l'art et la manière d'attirer des capitaux étrangers en Europe.

LA MAISON YVONNE DE BREMOND D'ARS

recherche pour collectionneurs tous beaux meubles du XVIII^e Siècle, tapisserie, orfèvrerie, tableaux
Achat de succession complète
20, FAUBOURG SAINT-HONORE
PARIS 8^e - 365.11.03

A B C D E F G

APRÈS PLUS DE TROIS SEMAINES DE GRÈVE A DUNKERQUE

Un compromis est envisagé dans le conflit entre Usinor et les dockers

Pour le second samedi consécutif, la plupart des ports français ont été paralysés, le 2 avril, en raison de la grève de vingt-quatre heures lancée par la fédération C.G.T. des ports et docks pour soutenir les dockers à Dunkerque en conflit avec Usinor.

A Dunkerque, dont le port est bloqué par une grève qui est entrée dans sa quatrième semaine, un compromis pourrait être finalement trouvé assez rapidement. Le directeur du port, inspecteur du travail, a, en effet, proposé vendredi aux deux parties, de revenir aux pratiques antérieures au 10 mars pour le déchargement des navires minéraliers. La société Usinor, dans un communiqué publié ce samedi, tout en réaffirmant son bon droit, déclare qu'elle « consentirait dans un esprit d'apaisement à donner suite à la recommandation du directeur du port ».

Cette concession implique, selon notre correspondant à Dunkerque, que de leur côté les dockers ne remettent pas en cause le principe des accords antérieurs et ne retardent pas la mise en exploitation, prévue pour les prochains jours, du nouveau quai aux aciéries.

L'affrontement de deux « monopoles »

De notre envoyé spécial

Dunkerque. — Drapeau rouge en tête, les sont plus de deux mille défilant au pas de charge sous la brune, derrière leur fanfare, celle de la Chambre syndicale des ouvriers du port. Ainsi se nomme, à Dunkerque, le syndicat des dockers, plus connu sous son sigle : C.S.O.P.

Depuis le début de leurs bottages, des commerçants contemp- tuez, d'un œil morne, le cortège des hommes en casquette ou en toque de loutre qui chantent l'international mais ne scandent aucun slogan : « Les problèmes sont trop nombreux », explique M. Roger Gouvert, leader de la C.S.O.P. Ils s'embrassent tellement qu'ils nous fauchent trente-six bendoules !

Coffré lui aussi d'une « chapka » de fourrure noire — souvenir d'escalade de l'un des nombreux navires soviétiques qui font relâche en mer du Nord — M. Gouvert est l'âme du conflit qui paralyse le port. Un personnage rondouillard, mais nerveux, rigolo et intelligent, il a un visage à la Jean Richard. On lui prête, à tort, semble-t-il, des goûts de huse incompatible avec la condition de syndicaliste de choc ; ne roule-t-il pas en Mercedes ? « Elle date d'il y a dix ans, devant-il en riant, je l'ai achetée à la casse pour 8 000 francs. » On lui reproche son adhésion au P.C.F., ses voyages à l'étranger, son goût pour le cinéma, son goût pour la musique adjoint du maître à Cappelletti-Grande. On lui en veut surtout de mener son petit monde ouvrier tambour battant, au propre et au figuré, dans une ville blanche et entourée de belles maisons et d'opposés aux « monopoles capitalistes », incarnés lui par le trust Usinor, le « monopole corporatiste » des dockers.

L'usine au bord de l'eau

Image simpliste, mais qui n'est pas totalement fautive, dans la mesure où la grève actuelle l'une des rares grèves de durée limitée menées par la C.G.T., cristallise l'opposition grandissante entre un patronat tout-puissant et une profession jalouse de ses privilèges, pour ne pas dire de ses privilèges.

Usinor, c'est d'abord l'usine au bord de l'eau, construite en 1963 à proximité du grand bassin du bassin minéralier. Les cinq ponts roulants du quai sont immobiles sous le crachin. En période d'activité ils sont conduits par des agents d'Usinor, les portiqueurs, dont les heures enlèvent le minéral des navires. Au début de l'opération (c'est du moins la thèse patronale) seule l'intervention de ces « portiqueurs » est nécessaire. Mais ces dockers n'est pas moins indispensable lorsqu'il s'agit ensuite de nettoyer les ponts ou les cales du bassin minéralier. Pour l'instant, le pont roulant du quai est immobile sous le crachin. En période d'activité ils sont conduits par des agents d'Usinor, les portiqueurs, dont les heures enlèvent le minéral des navires.

Au début de l'opération (c'est du moins la thèse patronale) seule l'intervention de ces « portiqueurs » est nécessaire. Mais ces dockers n'est pas moins indispensable lorsqu'il s'agit ensuite de nettoyer les ponts ou les cales du bassin minéralier. Pour l'instant, le pont roulant du quai est immobile sous le crachin. En période d'activité ils sont conduits par des agents d'Usinor, les portiqueurs, dont les heures enlèvent le minéral des navires.

Usinor, c'est d'abord l'usine au bord de l'eau, construite en 1963 à proximité du grand bassin du bassin minéralier. Les cinq ponts roulants du quai sont immobiles sous le crachin. En période d'activité ils sont conduits par des agents d'Usinor, les portiqueurs, dont les heures enlèvent le minéral des navires.

Usinor, c'est d'abord l'usine au bord de l'eau, construite en 1963 à proximité du grand bassin du bassin minéralier. Les cinq ponts roulants du quai sont immobiles sous le crachin. En période d'activité ils sont conduits par des agents d'Usinor, les portiqueurs, dont les heures enlèvent le minéral des navires.

Usinor, c'est d'abord l'usine au bord de l'eau, construite en 1963 à proximité du grand bassin du bassin minéralier. Les cinq ponts roulants du quai sont immobiles sous le crachin. En période d'activité ils sont conduits par des agents d'Usinor, les portiqueurs, dont les heures enlèvent le minéral des navires.

Usinor, c'est d'abord l'usine au bord de l'eau, construite en 1963 à proximité du grand bassin du bassin minéralier. Les cinq ponts roulants du quai sont immobiles sous le crachin. En période d'activité ils sont conduits par des agents d'Usinor, les portiqueurs, dont les heures enlèvent le minéral des navires.

Usinor, c'est d'abord l'usine au bord de l'eau, construite en 1963 à proximité du grand bassin du bassin minéralier. Les cinq ponts roulants du quai sont immobiles sous le crachin. En période d'activité ils sont conduits par des agents d'Usinor, les portiqueurs, dont les heures enlèvent le minéral des navires.

Actuellement, cinq minéraliers et charbonniers et douze autres bâtiments — au total, un soupage de plus de 800 000 tonnes — sont immobilisés à quai depuis trois semaines, ce qui représente pour l'ensemble de ces bâtiments un coût quotidien d'un million de francs. D'autres navires sont dérivés vers Anvers, Rotterdam et Hambourg ; le port entier est paralysé, les marchandises s'accumulent dans les entrepôts. La Chambre de commerce et d'industrie vient d'ailleurs de lancer un cri d'alarme.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que ce n'est que progressivement que les rotations de navires reprendront par Dunkerque, après cette grève à supposer que le port retrouve intégralement sa clientèle.

Mais même les petits patrons de la ville considèrent qu'Usinor a fait « une erreur psychologique » en revenant sur les « largesses » accordées autrefois aux dockers. « Pour gagner quelques centaines de francs par jour, disent-ils, d'accord en cela avec le Syndicat C.G.T. Usinor va perdre des millions et compromettre à jamais l'avenir du port commercial. »

« En fait, résumait devant nous un petit patron dunkerquois, nous essayons les platras de la privatisation. Et comme autrefois, les paysans dans les guerres féodales, nous payons les pots cassés. » C'est peut-être la raison pour laquelle la Chambre de commerce et d'industrie vient de demander aux dirigeants d'Usinor de revenir au statu quo ante « au moins provisoirement », le temps de permettre au port de reprendre son activité.

JEAN BENOIT.

LES SILENCES DE JOHNNY HALLIDAY POURSUIVI POUR FRAUDE FISCALE

L'un chante, l'autre ne parle guère. Il y a loin de Johnny Halliday, idole, à M. Jean-Philippe Smet, trente-trois ans, artiste lyrique et contributeur délaissant.

Il est vrai qu'il n'y a pas de son, pas le moindre micro, à la ordinaire chambre correctionnelle du tribunal de Paris où le roi de France du rock a comparu vendredi 1^{er} avril, vêtu d'un décent costume pied-de-poule, et inculpé de fraude fiscale.

Le flic, représenté par M. Michel Normand, reproche à « ce jeune homme, au donateur sympathique », d'avoir dissimulé, pour les années 1971 et 1972, 4 126 700 F et d'avoir échappé ainsi à 2 511 631 F d'impôts.

Mais Johnny, défendu par M^{me} Gilles Dreyfus et Jean-Michel Darrois n'y comprend rien. Il gagne de l'argent, il en dépense beaucoup. Ce qui a d'ailleurs permis au flic de saisir, sur ses revenus depuis le 1^{er} janvier 1975, 6 millions 410 818 francs et 83 centimes.

Ce n'est peut-être pas sa faute si les gens qu'il paie pour cela font ses comptes avec désinvolture. De sa vie, il n'a approuvé d'autographe sur une feuille

d'impôt. Et lorsque le fisc a reçu — non signées — les déclarations de 1971 et 1972, celles-ci comportaient aux yeux de l'administration des erreurs et des omissions.

« Enfin, Johnny Halliday, insistait aimablement le président M. Louis Gondré, vous savez bien que tout le monde doit faire une déclaration de revenus ? »

« Voyons, M. Smet, vous savez bien que tout le monde doit faire une déclaration de revenus ? »

« Vous savez bien qu'on ne peut pas faire entrer d'importants quel dans les frais professionnels ? »

« Tout ce que c'est trop compliqué pour moi... », dit d'une voix indolente le prévenu.

Parce qu'il est « une image de marque et un exemple pour la jeunesse française », le ministre public a requis contre lui « une forte peine d'emprisonnement », sans toutefois s'opposer sur ses avertis.

Le jugement sera rendu le 29 avril.

FRANÇOISE BERGER.

Selon la police

UN MILITANT MAOÏSTE RECONNAÎT AVOIR FOURNI L'ARME QUI TUA JEAN-ANTOINE TRAMONI

Selon la direction de la police judiciaire, un des militants maoïstes interpellés jeudi 31 mars au cours de l'enquête sur le meurtre de Jean-Antoine Tramoni, M. Henri Savoullan, a reconnu qu'il avait fourni à M. Christian Harbulot, soupçonné du meurtre, le pistolet et les munitions qui ont tué l'ancien dirigeant de la région Rennaise.

M. Savoullan, trente-deux ans, employé à la R.A.T.P., a reconnu également qu'il appartenait au groupuscule Noyau armé pour l'autonomie populaire, section Pierre-Orengy. Il a été défilé ce samedi matin

En Éthiopie

SIX EXÉCUTIONS A ADDIS-ABEBA

Addis-Abeba (A.F.P.). — Six responsables de la rébellion (Kush) ont été fusillés samedi 2 avril à Addis-Abeba devant des dizaines de milliers de personnes.

Ils étaient accusés d'avoir participé au meurtre de deux responsables du gouvernement, il y a deux semaines, dans la capitale éthiopienne.

En Turquie

UNE MOTION DE CENSURE EST DÉPOSÉE CONTRE LE PROJET D'ÉLECTIONS ANTICIPÉES

Ankara (A.F.P.). — La parti démocratique, opposition de droite en Turquie, a déposé, le vendredi 31 avril, une motion de censure contre le projet de loi sur les élections anticipées, présentée par M. Süleyman Demirel. La motion déclare qu'il serait dangereux de procéder à des élections sous ce gouvernement, quelle que soit la date de la dissolution de l'État. Le débat sur la censure aura lieu le mercredi 6 avril, et retardera probablement le vote de dissolution de l'Assemblée, proposée par M. Demirel, mais qui se heurte à une obstruction systématique du Parti du salut national, membre de la coalition gouvernementale, farouchement opposé à des élections anticipées.

D'autre part, une commission chargée d'examiner des transactions conclues avec Lockheed, notamment pour l'achat de chasseurs F-304, a recommandé vendredi l'ouverture d'une enquête parlementaire sur la distribution des pots-de-vin par la compagnie aéronautique américaine à des personnalités turques. La commission a mis en cause M. Demirel et Ferit Melen, ministre de la défense, ainsi que le général Semih Sancak, chef de l'état-major, et le procureur militaire, pour obstruction au cours de l'enquête.

Le vote a été acquis par les voix conjuguées du Parti républicain du peuple et du parti démocratique, tous deux d'opposition, ainsi qu'avec l'appui du Parti républicain de la coalition qui fait partie de la coalition gouvernementale mais qui a toujours insisté sur la nécessité d'une enquête. M. Melen appartenait à ce parti.

Aux négociations de Vienne

LE DÉSACCORD ENTRE GRECS ET TURCS CHYPREOTES PARAIT TOTAL

Vienne (A.F.P., Reuter). — Les négociations entre Grecs et Turcs de Chypre, qui se déroulent à Vienne depuis le 31 mars, sous la présidence de M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, paraissent se solder samedi 2 avril dans l'impasse. Les propositions présentées par le chef de la délégation turque, M. Umit Süleyman Onan, concernant la future Constitution de l'île, ont été rejetées par la partie adverse.

« Ce que l'on nous propose, ce n'est pas un État fédéral mais un traité entre deux États indépendants », a déclaré un porte-parole grec chypriote. On apprend de bonne source que M. Onan avait notamment revendiqué pour chacune des deux communautés un nombre égal de ministres dans le futur gouvernement, ainsi que le droit de contracter unilatéralement des engagements extérieurs.

Les propositions grecques concernant les répartitions géographiques de l'île ont été, de même, considérées comme « inacceptables » par la délégation turque. Les représentants Mgr Makarios ont estimé que, compte tenu de l'importance numérique des populations respectives (80 % de Grecs et moins de 20 % de Turcs), la superficie de la zone turque ne saurait excéder 20 % du territoire. « C'est une provocation », a dit à Pécsele le président fédéré turc, M. Rauf Denktaş, qui a laissé entendre que ses représentants pourraient se retirer de la table des négociations. « Les Grecs, a-t-il ajouté, ne devraient pas faire perdre son temps à M. Waldheim avec de telles plaisanteries. »

Les pourparlers ont néanmoins repris ce samedi matin.

Dans la nuit de samedi à dimanche

LA NOUVELLE HEURE D'ÉTÉ

C'est dans la nuit du samedi 2 au dimanche 3 avril qu'entraîne en vigueur l'heure d'été. À 2 heures du matin, montres, horloges et pendules seront avancées d'une heure, c'est-à-dire réglées sur 3 heures. Tant que durera l'heure d'été — jusqu'au 25 septembre à 3 heures — les Français devront en avance de deux heures sur l'heure du méridien de Greenwich.

Les membres de la S.N.C.F. et des compagnies aériennes ont été réunis en conséquence. La S.N.C.F. effectuera de réduire les conséquences des retards qui lui sont ainsi imposés, notamment en maintenant dans toute la mesure du possible les correspondances prévues à l'indicateur officiel.

NOUVELLES BRÈVES

● **Alstom-Atlantique** : vingt-cinq jours de chômage partiel d'ici au mois de septembre à la division mécanique des ex-Chantiers de l'Atlantique, à Saint-Nazaire. Cette réduction du temps de travail, qui s'explique par les difficultés économiques sur le marché des moteurs ferroviaires et navals, concernera 1 800 des 2 800 ouvriers de la division mécanique.

● **Quatre cent soixante et onze** personnes sont encore détenues sans inculpation dans les prisons sud-africaines en vertu des lois sur la sécurité, affirme un rapport de l'Institut des relations raciales publié vendredi 1^{er} avril à Johannesburg. Sur ces 417 détenus, la plupart Africains, l'Institut estime qu'il y a au moins 84 lycéens, 40 étudiants, 22 enseignants, 16 membres de l'Organisation des étudiants noirs d'Afrique du Sud (SASO), 5 ecclésiastiques et 5 journalistes. — (A.F.P.)

BÈGUES

Des milliers de personnes de tout âge, depuis 1938, ont bénéficié des Découvertes d'un Ancien Bègue. Renseign. grat. Pr M. BAUDET, 185, bd Wilson, 33200 Bordeaux.

هنا من النص